



# Pièces jointes au dossier de demande d'enregistrement d'une installation classée pour la protection de l'environnement

## PIECE JOINTE N° 6

### Document justifiant du respect des prescriptions générales

#### Rubrique 2710-2



Demandeur :  
SIAVED  
5 Route de Lourches  
59282 DOUCHY LES MINES



Etablissement faisant l'objet de la demande :  
DECHETERIE d'ANICHE  
Rue Jean Jaurès prolongée  
59580 ANICHE

Pour mémoire, le tableau ci-après correspond au guide officiel de justifications des prescriptions de l'arrêté de prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique 2710

Guide disponible à l'adresse : [https://aida.ineris.fr/sites/default/files/fichiers/guide\\_2710\\_2.pdf](https://aida.ineris.fr/sites/default/files/fichiers/guide_2710_2.pdf)

**A la suite de ce tableau, il a été établi le positionnement du site vis-à-vis de l'ensemble de l'Arrêté du 26/03/12** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement qui reprend l'ensemble des article applicables à l'installation.

Dans ce texte, les points sur lesquels le guide officiel demande une justification **sont surlignés en jaune.**

# Guide de justification officiel

## Justification des prescriptions de l'arrêté de prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique 2710

Ce document est une aide pour les articles nécessitant des précisions pour démontrer / justifier la conformité aux prescriptions. Les réponses évidentes pour justifier des prescriptions ne sont pas reprises dans le document.

Un même plan peut comporter plusieurs informations et descriptions.

Articles de l'arrêté	Justificatif à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement
Article 1 <sup>er</sup>	Néant
Article 2 (Conformité de l'installation)	Néant
Article 3 (Dossier installation classée)	Dossier installation classée
Article 4 (Déclaration d'accidents ou de pollution accidentelle)	Néant
Article 5 (Implantation)	Plan masse du site
Article 6 (Envol des poussières)	Néant
Article 7 (Intégration dans le paysage)	Néant
Article 8 (Surveillance de l'installation)	Nom de la personne responsable de la surveillance de l'installation
Article 9 (Propreté de l'installation)	Néant
Article 10 (Localisation des risques)	Plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de risque
Article 11 (Etat des stocks de produits dangereux - étiquetage)	Néant
Article 12 (Caractéristiques des sols)	Néant
Article 13 (Réaction au feu)	Plan détaillé des locaux et bâtiments et description des dispositions constructives de résistance au feu et de désenfumage avec note justifiant les choix
Article 14 (Désenfumage)	Néant
Article 15 (Clôture de l'installation)	Néant
Article 16 (Accessibilité)	Plan mentionnant les voies d'accès
Article 17 (Ventilation des locaux)	Néant
Article 18 (matériels utilisables en atmosphère explosives)	Justificatifs de conformité au décret du 19 novembre 1996.
Article 19 (installations électriques)	Néant

Articles de l'arrêté	Justificatif à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement
Article 20 (systèmes de détection et d'extinction automatiques)	Description du système de détection et liste des détecteurs avec leur emplacement. Note de dimensionnement lorsque la détection est assurée par un système d'extinction automatique
Article 21 (moyen d'alerte et de lutte contre l'incendie)	Nature, dimensionnement et plan des appareils, réseaux et réserves éventuelles avec note justifiant les différents choix
Article 22 (plans des locaux et schéma des réseaux)	Plan des locaux et plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours tenus à jour.
Article 23 (travaux)	Néant
Article 24 (consignes d'exploitation)	Néant
Article 25 (Vérification périodique et maintenance des équipements)	
Article 26 (formation)	Plan de formation justifié
Article 27 (Prévention des chutes et collisions)	Néant
Article 28 (Zone de dépôt pour le réemploi)	Plan masse du site
Article 29 (Stockage rétention)	plan du local de stockage
Article 30 (Prélèvement d'eau, forage)	Néant
Article 31 (Collecte des effluents)	Plan des réseaux de collecte des effluents
Article 32 (Collecte des eaux pluviales)	Néant
Article 33 (Justification de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité)	Néant
Article 34 (Mesure des volumes rejetés et points de rejets)	Néant
Article 35 (Valeurs limites de rejet)	Néant
Article 36 (Interdiction des rejets dans une nappe)	Néant
Article 37 (Prévention des pollution accidentelles)	Néant
Article 38 (Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée)	Néant
Article 39 (Epannage)	Néant



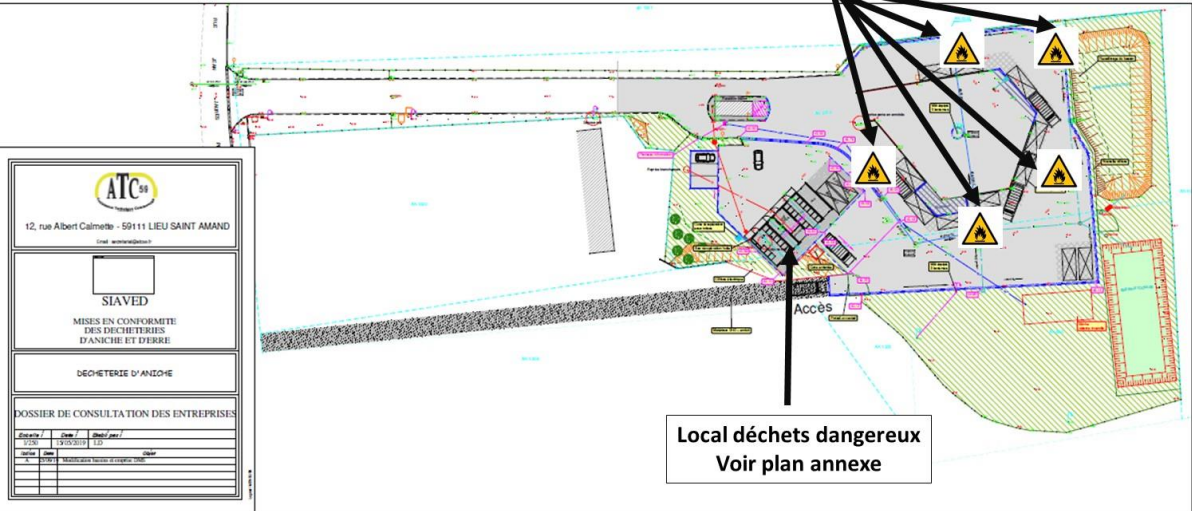
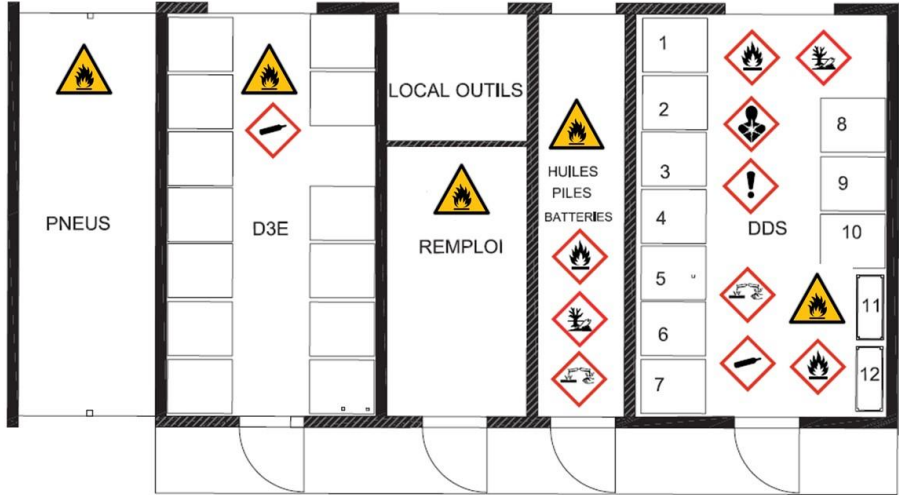
Articles de l'arrêté	Justificatif à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement
Article 40 (Prévention des nuisances odorantes)	Disposition mises en œuvre pour limiter les odeurs
Article 41 (Valeurs limites de bruit)	Description des modalités de surveillance des émissions sonores
Article 42 (Admission des déchets)	Néant
Article 43 (Déchets sortants)	Néant
Article 44 (Déchets produits par l'installation)	Néant
Article 45 (Brûlage)	Néant
Article 46 (transports)	Néant
Article 47 (Contrôle par l'inspection des installations classées)	Néant
Article 48	Néant

## Positionnement du site vis-à-vis de l'Arrêté du 26/03/12

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT	
Article 1er de l'arrêté du 26 mars 2012					
(Arrêté du 21 juin 2018, article 1er) « Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2710-2 (installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets).  « Ces dispositions sont applicables aux installations existantes, déclarées avant le 6 avril 2012, autorisées avant le 1er juillet 2018 ou dont le dossier de demande d'autorisation a été déposé avant le 1er juillet 2018 dans les conditions précisées en annexe I.  « Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de prescriptions particulières les complétant ou les renforçant dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement. »					
Chapitre I : Dispositions générales					
Article 2 de l'arrêté du 26 mars 2012					
Conformité de l'installation. L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.  L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.					
Article 3 de l'arrêté du 26 mars 2012					
Dossier « installation classée ». L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; - le dossier d'enregistrement daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les résultats des mesures sur les effluents et le bruit ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ; - le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ; - le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ; - les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ; - le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ; - les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ; - les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ;	X			Dossier « installation classée ». L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :	
				— une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;	Dossier en cours déposé en préfecture
				— le dossier d'enregistrement daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;	Ce présent dossier
				— l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;	A l'issue de procédure d'enregistrement
				— les résultats des mesures sur les effluents et le bruit ;	Devis validés, campagnes prévues en 2021
				— les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir	
				— le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ;	Registre créé (document DAN0018 / registre accidents / incidents (environnementaux) annexé à ce document)
— le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ;	Plan de la déchèterie avec les bennes, plan du local déchets dangereux avec les différents contenants (annexé à ce document)				

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT		
<div>- les plans des locaux et de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que le schéma des réseaux entre équipements avec les vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement ;</div> <div>- les consignes d'exploitation ;</div> <div>- le registre de sortie des déchets ;</div> <div>- le plan des réseaux de collecte des effluents.</div> <div>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</div>					Consigne DAN0003 indiquant la quantité maximale de déchets autorisés annexée à ce document	
				— le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ;	Plan de localisation des risques joint à ce document	
				— les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ;	Comme indiqué dans la pièce jointe n°6 du dossier d'enregistrement : « <i>dans le cas présent, il n'y a pas de produits dangereux détenus par le SIAVED sur le site.</i> <i>Les produits dangereux correspondent aux déchets déposés par les particuliers qui sont stockés conformément à ce présent arrêté. »</i>	
				— le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ;	Voir notamment réponse article 13	
				— les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ;	Voir notamment réponse article 19	
				— les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ;	Voir notamment réponse articles 20 et 25	
				— les plans des locaux et de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que le schéma des réseaux entre équipements avec les vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement ;	Voir notamment réponse article 20	
				— les consignes d'exploitation ;	Voir notamment réponse article 24 et consignes annexées à ce document	
				— le registre de sortie des déchets ;	Voir notamment réponse article 43	
				— le plan des réseaux de collecte des effluents.	Voir plan au 1/200 joint	
				Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	Ensemble des éléments indiqués dans ce présent dossier de demande d'enregistrement	
				Article 4 de l'arrêté du 26 mars 2012		
Déclaration d'accidents ou de pollution accidentelle. L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.			X	Consigne jointe (consigne numéros d'urgence DAN0007)		
Article 5 de l'arrêté du 26 mars 2012						
Implantation. L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	X			Pas d'habitation sur le site / pas d'occupation de tiers		
Article 6 de l'arrêté du 26 mars 2012						
Envol des poussières. Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions	X			Déchets stockés en bennes ou en locaux spécifiques, maintien du site propre par le personnel		

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
<p>suivantes pour empêcher les envols de poussières et les dépôts de matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;</li> <li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas d'envol de poussière ou de dépôt de boue sur les voies de circulation publique.</li> </ul>				
<b>Article 7 de l'arrêté du 26 mars 2012</b>				
<p><b>Intégration dans le paysage.</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'installation est maintenue propre et entretenue en permanence.</p>	X			<p><b>Présence d'espaces verts entretenus.</b></p> <p><b>Maintien du site propre par le personnel</b></p>
<b>Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions</b>				
<b>Article 8 de l'arrêté du 26 mars 2012</b>				
<p><b>Surveillance de l'installation.</b></p> <p>L'installation n'est exploitée qu'en présence d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que les matières utilisées ou stockées dans l'installation.</p>	X			<p><b>Personnel SIAVED formé et qualifié puisque le site est existant et que le SIAVED possède un réseau de 15 déchèteries</b></p> <p><b>Au niveau du SIAVED, les déchèteries sont placées sous la surveillance de Mr David ZAWIEJA, responsable déchèteries.</b></p> <p><b>Le nombre d'agents sur site est variable selon la période de l'année et la fréquentation de celui-ci, il est compris entre 2 agents et 3 agents.</b></p> <p><b>Dans son fonctionnement, les agents déchèterie ne sont pas affectés à une seule déchèterie. Ils interviennent sur plusieurs déchèteries en fonction des horaires d'ouverture, des besoins, des contraintes techniques et d'exploitation.</b></p> <p><b>Le SIAVED a établi un plan de formation pour chaque agent. (joint en annexe)</b></p> <p><b>Chaque année, le SIAVED évalue la compétence de ses agents et leurs remet un certificat d'aptitude. (exemple 2021 joint en annexe)</b></p>
<b>Article 9 de l'arrêté du 26 mars 2012</b>				
<p><b>Propreté de l'installation.</b></p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits, déchets et poussières.</p>	X			<p><b>Maintien du site propre par le personnel</b></p>
<b>Article 10 de l'arrêté du 26 mars 2012</b>				
<p><b>Localisation des risques.</b></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>	X			<p><b>Un plan des zones à risque a été établi par le SIAVED. Les risques sont rappelés au niveau du local déchets dangereux.</b></p>

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
				<div><div>Stockage déchets combustibles (bois, tout venant, déchets verts...) en bennes Principal risque: incendie</div><div><div>Local déchets dangereux Voir plan annexe</div></div></div> <div><div>DT ERRE / ANICHE</div><div></div></div>





<div> <div> Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement </div> <div> CNCISO </div> <div> OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT </div> </div>	C	NC	SO
<div> <div> <div> <div> sécurité.</div> <div> Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</div> <div> Article 12 de l'arrêté du 26 mars 2012 </div> </div> <div> <div> <div> <div> Caractéristiques des sols.</div> <div> Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, l'environnement ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</div> </div> </div> </div> </div> </div>			
<div> <div> <div> <div> Le sol des locaux DMS est en béton et parfaitement étanche. Des caniveaux à grilles sont mis en place afin de récupérer les éventuelles pollutions au sol. Ces caniveaux sont raccordés à des regards de visite en béton étanches qui servent de rétentions pour permettre un pompage directement en cas de remplissage.</div> <div> En extérieur, les voiries sont en enrobé, les voiries sont bordées avec des bordures en béton et dotées de regards de collecte des eaux pluviales. Les eaux pluviales sont acheminées vers un séparateur à hydrocarbures puis sont dirigées vers un bassin d'infiltration localisé dans l'emprise d'exploitation de la déchèterie. Le réseau d'assainissement est doté d'une vanne qui permet le cas échéant d'envoyer les effluents pollués dans un bassin de confinement en cas d'accident.</div> <div> En fonctionnement normal, les eaux sont envoyées vers le bassin d'infiltration. En cas d'accident, une procédure indique aux agents de se rendre au niveau des vannes avec une clef de fontainier (disponible sur site), de procéder à la fermeture de la vanne en direction du bassin d'infiltration et d'ouvrir la vanne en direction du bassin de confinement. (procédure DAN00016).</div> </div> <div> </div> </div> </div>	X		
<div> <div> <div> <div> Section 2 : Comportement au feu des locaux</div> <div> Article 13 de l'arrêté du 26 mars 2012 </div> </div> <div> <div> <div> Réaction au feu.</div> </div> </div> </div> </div>	X		
<div> <div> <div> <div> L'article 13 demande à ce que les locaux d'entreposage présentent les caractéristiques de réaction au feu minimales suivantes (selon NF EN 13 501-1) :</div> </div> </div> </div>			

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
<p>Les locaux d'entreposage de déchets présentent les caractéristiques de réaction au feu minimales suivantes (selon NF EN 13 501-1) :</p> <p>- matériaux A2 s2 d0.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de réaction au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>				<p>- matériaux A2 s2 d0.</p> <p>A2 s2 D0 correspond à des matériaux dit M1 (combustibles mais ininflammables)</p> <p>Dans le cas présent, le local déchet dangereux est construit de la façon suivante :</p> <p>Sol béton</p> <p>Mur parpaing</p> <p>Toiture bac acier</p> <p>Poutre/charpente en lamellé collé (demande de dérogation)</p> <p>Ces matériaux sont tous ininflammables.</p> <p>La structure en parpaings est réputée R15</p> <p>Bien que combustible, le lamellé collé présente une stabilité au feu supérieure à d'autres éléments incombustibles comme le métal.</p> <p>Afin d'atteindre un classement M1 (A2 s2 d0) au feu, la SIAVED a procédé à l'application d'un vernis intumescent ALPHAFLAM + ALPHACOAT sur le lamellé collé.</p> <p>Les plans des locaux sont joints en annexe de ce document.</p>
<b>Article 14 de l'arrêté du 26 mars 2012</b>				
<p><b>Désenfumage.</b></p> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique ou manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <p>2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ;</p> <p>A déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p>	X			<p>Le local déchets dangereux n'est pas équipé de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur en toiture.</p> <p>Le local déchets dangereux est doté d'une porte grillagée en partie haute uniquement (grillage similaire aux rideaux métalliques des magasins) permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie (demande de dérogation)</p>
<b>Section 3 : Dispositions de sécurité</b>				
<b>Article 15 de l'arrêté du 26 mars 2012</b>				
<p><b>Clôture de l'installation.</b></p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.</p>	X			<p>Site clôturé (électrifiée) avec portail d'accès.</p> <p>Horaires d'ouverture à l'entrée du site.</p>
<b>Article 16 de l'arrêté du 26 mars 2012</b>				
<p><b>Accessibilité.</b></p> <p>La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe</p>	X			<p>Déchèterie avec long chemin d'accès dédié à la déchèterie / possibilité de stationner sur cet accès avant le passage de la barrière d'accès. (cf plans)</p>




<div> <div> Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement </div> <div> CNC </div> <div> SO </div> <div> OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT </div> </div>	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
<div> <div> escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante. </div> <div> <div> Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposée à l'entrée du site. </div> <div> Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteur équipé. </div> <div> Si une plate-forme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre. Les voies de circulation sont suffisamment large afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés </div> </div> </div>				<div> <div> <div> Site accessible aux services de secours (cf plans) </div> <div> Un panneau indiquant « rouler au pas »est installé à l'entrée du site. </div> <div>  </div> <div> <div> Photographie panneau « Roulez au pas » ANICHE MAI 2021 </div> <div> Les quais de déchargement ont une hauteur hors sol d'environ 70cm par rapport à la chaussée, évitant la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre. </div> <div>  </div> <div> <div> Photographie ANICHE (2017) </div> <div> La plateforme de déchargement a un rayon de 12 mètres permettant les manœuvres aisées des véhicules des particuliers. </div> <div> Les véhicules lourds pour le chargement / déchargement des bennes peuvent circuler selon un sens de circulation unique, en bas de quai autour de la plateforme. </div> <div> Pour la zone déchets dangereux, les véhicules des particuliers peuvent stationner devant les locaux. Les véhicules d'enlèvement des déchets dangereux peuvent stationner à l'arrière des locaux. </div> </div> </div> </div></div>

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
				<p>Afin de limiter les interactions et faciliter les manœuvres, les voies d'accès à la déchèterie pour les particuliers et les camions d'enlèvement des déchets sont distincts, les cheminements sont distincts, la sortie est commune.</p> <p>Le plan simplifié de circulation est joint en annexe.</p>
<b>Article 17 de l'arrêté du 26 mars 2012</b>				
<b>Ventilation des locaux.</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.	X			<p>Locaux ventilés.</p> <p>Le local déchets dangereux est doté d'une porte grillagée en partie haute uniquement (grillage similaire aux rideaux métalliques des magasins) permettant la ventilation naturelle de ce local.</p>
<b>Article 18 de l'arrêté du 26 mars 2012</b>				
<b>Matériels utilisables en atmosphères explosives.</b> Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 10 présentant un risque d'incendie ou d'explosion, les équipements électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.  Ils sont réduits à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constitués de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.  Les justificatifs de conformité au décret du 19 novembre 1996 sont tenues à la disposition des services d'inspection.	X			<p>La déchèterie n'utilisera et ne recevra aucun produit ou substance explosive. De plus, aucune zone dans la déchèterie ne réunit les conditions de formation de zone ATEX (espace confiné, émissions importantes de poussière, etc.).</p> <p>Le risque lié à des émanations toxiques concerne exclusivement le local de stockage des déchets dangereux qui est doté d'une ventilation naturelle permanente (grille de 2m de large sur 40cm de haut dans le rideau métallique) Le risque d'apparition d'atmosphère explosive est donc nulle.</p>
<b>Article 19 de l'arrêté du 26 mars 2012</b>				
<b>Installations électriques.</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.  Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables	X			<p>Le SIAVED a établi un contrat de vérification de ses équipements électriques avec la société SOCOTEC. Les équipements sont vérifiés chaque année. Les vérifications sont consignées sur le registre sécurité. Un rapport de contrôle est délivré chaque année.</p>

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT																		
				<div><p>rentement contenu dans des domaines B.T.B., H.T.A.ou H.T.B., à moins qu'il n'existe dans ces locaux une matière d'extinction.</p><p>Les installations électriques doivent faire l'objet de mesures de surveillance et d'entretien et être également soumises à des vérifications périodiques.</p><p>Lettre-circulaire n° 2004-12 du 13 août 2004 à l'attention des personnes chargées des vérifications électriques.</p><p>L'arrêté du 10 octobre 2000 fixe la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des employés. La circulaire du 13 août 2004 en précise le contenu.</p><p>JO du 17 octobre 2000. Lettre-circulaire n°2004-12 du 13 août 2004 à l'attention des personnes chargées des vérifications électriques.</p><table><tr><th>DATE</th><th>NATURE DES VERIFICATIONS ET OBSERVATIONS RELEVÉES</th><th>NOM DU VERIFICATEUR SIGNATURE</th></tr><tr><td>17/05/21</td><td>Vérif des Installations Electriques 2011 25200 24</td><td>FOURAZI Nassim R. Socotec</td></tr><tr><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td></tr></table></div> <p><u>Extrait registre sécurité avec indications des contrôles électriques par SOCOTEC (photo mai 2021)</u></p> <p>Un contrat avec la société SOCOTEC a été établi jusqu’au 31 décembre 2023 (contrat Socotec 20112520000024 du 17/02/2021).</p> <p>Pour la reconstruction des locaux déchets dangereux et de l'accueil, les travaux électriques ont été confiés à la société LEFEVRE-ELEC de LIEU SAINT AMAND (59).</p> <p>SOCOTEC a réalisé le contrôle des installations 2021 en mai 2021, le rapport de contrôle 25200/21/8305 du 24 mai 2021 indique une observation concernant un défaut de fonctionnement sur un bloc autonome d’éclairage de sécurité.</p>	DATE	NATURE DES VERIFICATIONS ET OBSERVATIONS RELEVÉES	NOM DU VERIFICATEUR SIGNATURE	17/05/21	Vérif des Installations Electriques 2011 25200 24	FOURAZI Nassim R. Socotec												
DATE	NATURE DES VERIFICATIONS ET OBSERVATIONS RELEVÉES	NOM DU VERIFICATEUR SIGNATURE																				
17/05/21	Vérif des Installations Electriques 2011 25200 24	FOURAZI Nassim R. Socotec																				







Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
				<div><div><div>ven. 02/07/2021 10:13</div><div>Valérie Broutin &lt;valerie.broutin@siaved.fr&gt;</div><div>RE: Aniche rapport électrique</div><div>À Remi Miquet; Jean Noël Pottiez; Vincent Dufour; Didier Rychlak; David Zawieja</div></div><div><div>EXTERNAL SENDER: Do not click any links or open any attachments unless you trust the sender and know the content is safe.</div><div>EXPEDITEUR EXTERNE: Ne cliquez sur aucun lien et n'ouvrez aucune pièce jointe à moins qu'ils ne proviennent d'un expéditeur fiable, ou que vous ayez l'assurance que le contenu provient d'une source sûre.</div></div><div>Bonjour Miquet, Après vérification sur place par notre agent technique et un électricien, aucun défaut n'a été constaté sur le VAES du local DMS de la déchèterie de Aniche. Cordialement,</div><div><div><div>SIAVED Producteur de Ressources</div><div>Valérie BROUTIN Assistante - Administratif et Financier Service Technique - Travaux &amp; Informatique 09 70 19 80 92 SIAVED - 5, route de Lourches - 59282 DOUCHY-LES-MINES N° Vert 0 800 775 537 www.siaved.fr</div></div></div><div>Constat de vérification SIAVED</div></div>
Article 20 de l'arrêté du 26 mars 2012				
<p><b>Systèmes de détection et d'extinction automatiques.</b></p> <p>Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>	X			<p><b>Le SIAVED va équiper sa déchèterie d'un dispositif de détection incendie comprenant 8 têtes de détection avec alarme sonore intégrée. Une tête sera installée dans chaque local de stockage de déchets, une tête sera localisée sur le mur extérieur du local déchets dangereux. Deux têtes seront installées dans le local gardien. Ces têtes seront toutes asservies entre elles. En cas d'incendie sur une zone, toutes les têtes se mettront en fonctionnement, émettant une sirène audible sur l'ensemble de la déchèterie.</b></p> <p><b>La mise en service de ce système est prévue troisième trimestre 2021</b></p> <p><b>Le devis est joint en annexe ainsi qu'un engagement signé par le Président du SIAVED</b></p> <p><b>Ce système sera installé conformément aux dispositions du constructeur. Une attestation sera émise à la suite de la pose du système.</b></p> <p><b>Suite à la mise en service de ce système, une consigne sera établie sur le fonctionnement du système et sa maintenance.</b></p> <p><b>Le plan de localisation des têtes sera le suivant :</b></p>




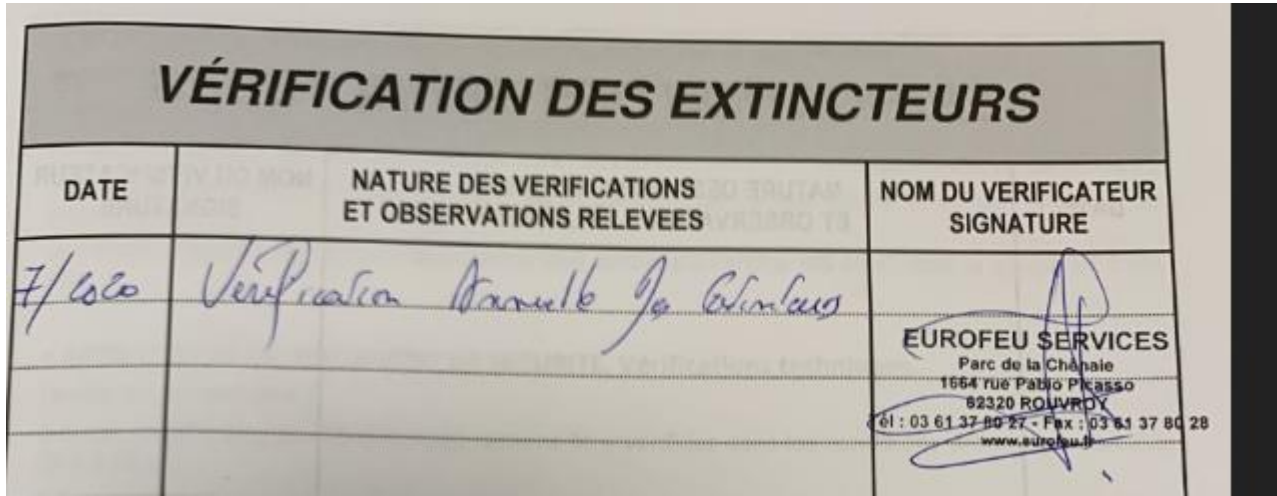
Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
<p>quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>				<div data-bbox="1558 373 2552 976"> </div> <p><b><u>Localisation bâche souple dans la déchèterie</u></b></p> <p>Le 1 juillet 2020, le SDIS a effectué la reconnaissance opérationnelle de la citerne hors sol de 120m<sup>3</sup> implantée dans la déchèterie d'ANICHE. Cette reconnaissance a permis de vérifier le caractère opérationnel de ce point d'eau et de le définir comme Point d'Eau Incendie (PEI). Le SDIS l'a intégré dans sa base de données comme PEI privé sous le numéro SIA01. Le rapport de reconnaissance est joint en annexe.</p> <p>Conformément aux recommandations du SDIS, une vérification du point d'eau sera faite tous les trois ans</p> <div data-bbox="1558 1249 2552 1549"> <p>Objet : Reconnaissance opérationnelle initiale P.J. : Rapport de visite de reconnaissance opérationnelle initiale</p> <p>Conformément au Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie, le SDIS du Nord a effectué, le 1<sup>er</sup> juillet 2020, la reconnaissance opérationnelle initiale de la citerne hors-sol de 120 m<sup>3</sup> implantée au sein de la déchetterie d'Aniche.</p> <p>Cette reconnaissance a permis de vérifier le caractère opérationnel de ce point d'eau et de le définir comme Point d'Eau Incendie (PEI). Le SDIS l'a intégré dans sa base de données comme PEI privé sous le numéro SIA01.</p> </div> <p><b><u>Extrait du courrier SDIS du 22 juillet 2020 comportant le rapport de contrôle du 1 juillet 2020</u></b></p> <p>Le 7 septembre 2020, le SDIS a contrôlé l'existence, l'accessibilité, la signalisation et le fonctionnement du Point d'Eau Incendie (PEI) de la déchèterie. LE SDIS a conclu à la disponibilité de la réserve. Le rapport de reconnaissance est joint en annexe.</p> <div data-bbox="1492 1728 2620 1938"> <p><b>Rapport de reconnaissance opérationnelle N° 68 effectué par le CIS SOMAIN</b></p> <p>PEI N° SIA01 - CITERNE HORS SOL AVEC DISPOSITIF FIXE D'ASPIRATION - Adresse : RUE JEAN JAURES PROLONGEE - ANICHE</p> <p>Contrôlé le : 07/09/2020 État : DISPONIBLE Capacité : 120 m3</p> <p>Date de vérification : 01/07/20</p> </div>




Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
				<p><u>Bilan du contrôle du 7 septembre 2020</u></p> <p>Le SIAVED possède un contrat de vérification des extincteurs avec la société EUROFEU. Ce contrat est joint en annexe.</p> <p>LE SIAVED a passé commande auprès de la société EUROFEU des plans d'évacuation et de localisation des équipements de lutte contre l'incendie : la pose des plans est prévue à réception de ceux-ci (devis et engagement SIAVED en annexe)</p>
Article 22 de l'arrêté du 26 mars 2012				
<p><b>Plans des locaux et schéma des réseaux.</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.</p> <p>Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.</p>	X			<p>Plans de la déchèterie réalisés dans le cadre des travaux sur la zone déchets dangereux.</p>
Section 4 : Exploitation				
Article 23 de l'arrêté du 26 mars 2012				
<p><b>Travaux.</b></p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, et notamment celles visées à l'article 10, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent y être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents sont signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p>	X			<p>Une consigne (DAN0006) stipule l'interdiction de fumer, d'apporte du feu (sauf délivrance d'un permis feu), de procéder à tout brulage à l'air libre.</p> <p>Un affichage rappelant l'interdiction d'apporter du feu de de fumer a été mis en place en déchèterie notamment à l'entrée et au niveau du local déchets dangereux.</p> <div></div> <p><u>Affichage de l'interdiction d'apporter du feu l'entrée du site et au niveau du local déchet dangereux</u></p>



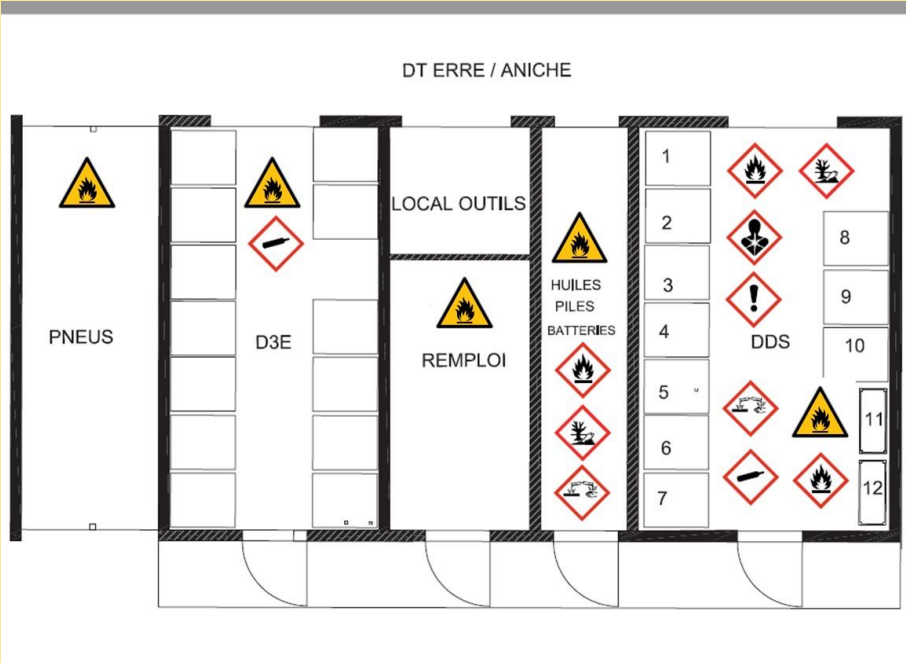
Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
				Le SIAVED dispose d'une consigne sur la délivrance d'un permis d'intervention et le cas échéant d'un permis feu (consignes DAN0008).
Article 24 de l'arrêté du 26 mars 2012				
<p><b>Consignes d'exploitation.</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>- les modes opératoires ;</li> <li>- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li> <li>- les instructions de maintenance et de nettoyage ;</li> <li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>	X			<p>Le SIAVED a établi un ensemble de consignes et de fiches réflexes en cas d'accident :</p> <div> <p>Nom</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>ANICHE_DAN0001_CONSIGNE_ACCES_BAS_DE_QUAI</li> <li>ANICHE_DAN0002_CONSIGNE_FORMATION_PERSONNEL</li> <li>ANICHE_DAN0003_CONSIGNE_QUANTITE_MAXIMALE_DECHETS_AUTORISEE</li> <li>ANICHE_DAN0004_CONSIGNE_ARRETS_URGENCE</li> <li>ANICHE_DAN0005_CONSIGNE_FREQUENCE_VERIFICATION_DISPOSITIFS_SECURITE</li> <li>ANICHE_DAN0006_CONSIGNE_INTERDICTION_FEU</li> <li>ANICHE_DAN0007_CONSIGNE_NUMEROS_URGENCE</li> <li>ANICHE_DAN0008_CONSIGNE_PERMIS_INTERVENTION_FEU</li> <li>ANICHE_DAN0009_CONSIGNE_REEMPLOI</li> <li>ANICHE_DAN0010_CONSIGNE_VOLUMES_RETENTIONS</li> <li>ANICHE_DAN0011_CONSIGNE_COMMUNICATION_VOIE_ACOUSTIQUE</li> <li>ANICHE_DAN0012_CONSIGNE_ORGANISATION_ENLEVEMENT_DECHETS</li> <li>ANICHE_DAN0013_FICHE_REFLEXE_DEVERSEMENT_LIQUIDES</li> <li>ANICHE_DAN0014_FICHE_REFLEXE_INCENDIE</li> <li>ANICHE_DAN0015_FICHE_REFLEXE_COUPURE_EAU_POTABLE</li> <li>ANICHE_DAN0016_FICHE_REFLEXE_ISOLEMENT_EAUX_PLUVIALES</li> <li>ANICHE_DAN0017_FICHE_REFLEXE_COUPURE_ELECTRICITE</li> <li>ANICHE_DAN0018_REGISTRE_ACCIDENTS-INCIDENTS_ENVIRONNEMENTAUX</li> <li>ANICHE_LISTE_CONSIGNES_FICHES_REFLEXE</li> </ul> </div> <p><b><u>Ensemble des consignes SIAVED</u></b></p> <p>Chaque consigne est référencée, dispose d'un numéro de version, d'une date de mise à jour, comporte le nom du rédacteur et de l'approbateur.</p> <div>  <div> <div>Référence DAN0001</div> <div>Version 1</div> <div>MAJ 31/03/21</div> <div>Rédacteur R. MIQUET (SOCOTEC)</div> <div>Validation C. LEMOINE (SIAVED)</div> </div> </div> <p><b><u>Exemple de numérotation des consignes</u></b></p>
Article 25 de l'arrêté du 26 mars 2012				
Vérification périodique et maintenance des équipements.	X			Une consigne (DAN0005) définit les principales inspections à faire par les agents du SIAVED chaque jour.

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.				<p>Cette consigne définit également le listing et la périodicité des vérifications périodiques à mener par des organismes externes.</p> <p>Le SIAVED possède un contrat avec la société EUROFEU pour la vérification des extincteurs, les dates de dernières vérifications sont les suivantes :</p>  <p><u>Extrait registre sécurité ANICHE / contrôle 2020</u></p> <p>Un contrat d'une durée de 4 ans a été établi à partir du 1 janvier 2021 avec la société EUROFEU.</p>
<b>Article 26 de l'arrêté du 26 mars 2012</b>				
<p><b>Formation.</b></p> <p>L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.</p> <p>L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.</p> <p>L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier :</li> <li>- le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;</li> <li>- la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ;</li> <li>- la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ;</li> <li>- les déchets et les filières de gestion des déchets ;</li> <li>- les moyens de protection et de prévention ;</li> <li>- les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ;</li> <li>- les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site.</li> </ul>	X			<p>Le SIAVED a établi un plan de formation pour chaque agent. (joint en annexe)</p> <p>Chaque année, le SIAVED évalue la compétence de ses agents et leurs remet un certificat d'aptitude. (exemple 2021 joint en annexe)</p>

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.				
Article 27 de l'arrêté du 26 mars 2012				
<p><b>Prévention des chutes et collisions.</b></p> <p>Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zones possibles de dépôts de déchets.</p> <p>I. - Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas.</p> <p>Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.</p> <p>II. - Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.</p>	X			<p>Les quais de déchargement ont une hauteur hors sol d'environ 70cm par rapport à la chaussée, évitant la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre.</p> <p>Les dispositifs anti chute sont soit en béton (murets pleins) ou constitués de barrières métalliques. (cf ci-dessous)</p>  <p><u>Dispositifs anti chute déchèterie d'ANICHE (2017)</u></p> <p>L'interdiction de monter sur le rebord des bennes et le risque de chute sont rappelés au niveau des bennes.</p>





<div> <div> Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement </div> <div> CNC </div> <div> SO </div> <div> OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT </div> </div>	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
				<div>  <p><u>Affichage risque de chute (ANICHE avril 2021)</u></p> <p>La partie basse est interdite à toute personne étrangère au service (sauf accord préalable), une consigne rappelant cette interdiction existe, un affichage rappelant cette interdiction est en place.</p> <div>  <p><u>Panneau interdiction d'accès ANICHE / mai 2021</u></p> <p>La consigne d'exploitation DAN0001 définit les conditions d'autorisation d'accès à la partie basse.</p> <p>La déchèterie est dotée d'un dispositif d'éclairage, notamment plusieurs mats de 7m de haut équipés de lanternes, ce qui permet l'éclairage des zones de déchargement de déchets en hiver.</p> </div> </div>

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
Article 28 de l'arrêté du 26 mars 2012				
<p><b>Zone de dépôt pour le réemploi.</b></p> <p>L'exploitant peut implanter dans l'enceinte de l'installation une zone où les usagers déposent leurs objets ou leurs mobiliers qui sont destinés au réemploi. Le dépôt dans cette zone se fait sous le contrôle d'une personne habilitée par l'exploitant et avec son accord.</p> <p>Cette zone est abritée des intempéries et distincte du reste de l'installation. La zone de réemploi ne dépasse pas 10 % de la surface totale de l'installation.</p> <p>La durée maximale d'entreposage de ces produits destinés au réemploi est fixée par l'exploitant. Elle ne peut excéder trois mois. Au-delà de cette durée, les produits entreposés acquièrent le statut de déchet et doivent être gérés comme tel.</p>	X			<p>Un local réemploi a été construit dans le prolongement de la zone déchets dangereux</p> <p>Surface du local réemploi : 15m² (soit largement moins de 10% de la surface de l'installation)</p> <p>La durée d'entreposage est fixée au maximum à une semaine. Passé ce délai, le personnel de la déchèterie procédera au tri des objets et les répartira dans les bennes déchets adéquates.</p> <p>Une consigne DAN0009 définit le fonctionnement du local réemploi.</p>
Section 5 : Stockages				
Article 29 de l'arrêté du 26 mars 2012				
<p><b>Stockage rétention.</b></p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li></ul> <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p>	X			<p>Le sol du local déchet dangereux est étanche et permet la collecte des écoulements accidentels (point bas).</p> <p>Dans le local déchets dangereux, les déchets dangereux liquides/pâteux sont dans des bacs en plastique ou en caisses palettes et rangés par catégories.</p> <p>La borne à huile est aérienne, de type double paroi et abritée des intempéries.</p> <p>Les voiries de la déchèterie sont reliées à un réseau d'assainissement doté d'une vanne qui permet d'envoyer les effluents vers un bassin de confinement en cas d'accident / incendie.</p> <p>Le plan précis du local déchets dangereux a été établi par le SIAVED.</p> <p>Le plan du local déchet dangereux est affiché dans le local afin que le local soit rangé conformément au plan.</p> <div></div>





Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
				<div>   </div> <p><b>Localisation des vannes et affichages</b></p> <p><b>En ce qui concerne la gestion des eaux polluées suite à leur confinement :</b></p> <div> <p><b>Remise en service :</b> la levée de l'isolement du réseau par le personnel de la déchèterie n'est possible que si la situation ne présente plus aucun risque et que le réseau n'a pas été endommagé ou souillé par une éventuelle pollution.</p> <p><b>En cas de pollution du réseau et / ou du bassin de confinement :</b></p> <p>La direction du SIAVED a alors la charge de contacter une société de nettoyage spécialisée qui procédera au nettoyage complet du réseau et du bassin de confinement et enverra les déchets en centre dûment autorisé.</p> <p>Seule la direction du SIAVED peut alors ordonner la remise en service après avoir effectué les vérifications nécessaires.</p> </div> <p><b>Extrait consigne DAN0016</b></p> <p><b>Pour les rétentions, il est retenu une rétention 100% par type de produits (le volume d'un type de déchets par contenant ne peut exercer la taille du contenant formant rétention) / consigne DAN0010.</b></p> <p><b>Ces consignes sont données en pièces jointes. Ces consignes sont disponibles en classeurs dans le local gardien.</b></p> <p><b>Le bassin de confinement a un volume de 160m<sup>3</sup>, il a été dimensionné selon un calcul D9 en tenant compte d'un volume de besoin en eau pour la lutte incendie de 120m<sup>3</sup> (60m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures, conformément à l'article 21 de l'arrêté du 26 mars 2012). Ce volume de besoin en eau est très nettement surévalué vis-à-vis des installations présentes en déchèterie : l'extinction d'une benne déchet n'excédera jamais 35m<sup>3</sup> soit le volume maximale d'une benne, la taille du local déchets dangereux est de moins de 50m<sup>2</sup> sur une très faible hauteur.</b></p> <p><b>La quantité de déchets dangereux liquides présents sur l'installation est négligeable au regard du volume de besoin en eau retenu de 120m<sup>3</sup> (au total 6,9T de déchets dangereux tous types confondus). La taille du bassin de confinement est donc suffisante.</b></p>
Chapitre III : La ressource en eau				
Article 30 de l'arrêté du 26 mars 2012				
Prélèvement d'eau, forages. Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.  Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif de disconnexion évitant en toute circonstance le	X			Local gardien raccordé au réseau public.  Pas de forage sur le site  Les locaux de stockage de déchets ne sont pas alimentés en eau de ville. Une alimentation en eau est présente pour le nettoyage des locaux mais l'eau provient de la citerne de récupération des eaux pluviales




Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
<p>retour d'eau pouvant être polluée.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p> <p>Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour empêcher de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p> <p>Toute réalisation de forage doit être conforme avec les dispositions de l'article L. 411-1 du code minier.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.</p>				<p>présente au droit de la déchèterie. L'arrêt du système électrique par le biais du disjoncteur stoppe la pompe et donc l'alimentation en eau.</p> <p>L'installation d'un disconnecteur n'est donc pas requise.</p> <p>La réserve incendie est constitué d'une bâche souple de 120m<sup>3</sup> localisée dans l'emprise de la déchèterie. La réserve incendie de marque CITERNEO est conçue dans un tissu polyester haute performance recouvert de PVC haute densité sur les deux faces, garantissant une parfaite étanchéité à la membrane. Sans utilisation de celle-ci, aucun appoint de la réserve n'est à réaliser.</p> <p>Si la réserve devait être utilisée, un appoint sera alors réalisé dans les plus brefs délais.</p>
<b>Article 31 de l'arrêté du 26 mars 2012</b>				
<p><b>Collecte des effluents.</b></p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p>	X			<p>Les eaux pluviales sont acheminées vers un séparateur à hydrocarbures puis sont dirigées vers un bassin d'infiltration.</p> <p>Mise en place d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes non requis / propagation de flamme non possible en dehors de la déchetterie.</p> <p><b>Plans réalisés</b></p> <p>Le bassin d'infiltration existait déjà sur la déchèterie avant les travaux.</p> <p>Le bassin d'infiltration fait 35 mètres de longueur, 11 mètres de largeur et 2,80 mètres de profondeur.</p> <p>Il possède une surface de fond plate de 130m<sup>2</sup> (5m x 26m): soit 364m<sup>3</sup> avec une hauteur de 2,80m.</p> <p>Le volume complémentaire au droit des talus est de (35m - 26m) x (11m - 5m) x 2,80m / 2 = 151,20m<sup>3</sup></p> <p>Le volume total du bassin est donc de 515,20m<sup>3</sup>.</p> <p>Lors des travaux, une note de calcul de tamponnement des eaux pluviales a été réalisée avec une période de retour de 50 ans. Le volume utile de stockage calculé est de 445m<sup>3</sup> en considérant le cas très défavorable d'un coefficient de perméabilité 1,00E-07 m/s.</p> <p>Le bassin d'infiltration est donc suffisamment dimensionné. (calcul joint en annexe de ce document)</p> <p>Les eaux de ruissellement transiteront dans un collecteur en PVC vers un débourbeur / déshuileur pour récupérer les éventuels hydrocarbures avant le rejet dans le bassin.</p> <p>En cas de déversement accidentel, une vanne permet de fermer cet exutoire et une autre permet d'envoyer le flux vers un bassin de confinement de 160m<sup>3</sup>.</p>
<b>Article 32 de l'arrêté du 26 mars 2012</b>				
<b>Collecte des eaux pluviales.</b>	X			<p>Les eaux pluviales sont acheminées vers un séparateur à hydrocarbures puis sont dirigées vers un bassin d'infiltration.</p>



Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
<p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>				<p><b>Il est prévu le nettoyage du séparateur à hydrocarbures au moins une fois par an.</b>  <b>Il est prévu une analyse d'eau en sortie de séparateur une fois par an.</b></p> <p><b>Le SIAVED est en contrat avec la société SUEZ pour l'entretien de l'ensemble des séparateurs de ses déchèterie, le dernier nettoyage pour ANICHE a été réalisé le 5/11/2020. Justificatif joint en annexe.</b></p>
<b>Section 2 : Rejets</b>				
<b>Article 33 de l'arrêté du 26 mars 2012</b>				
<p><b>Justification de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité.</b>  Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales et des valeurs-seuils définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.</p> <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permet de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p>	X			<p><b>La compatibilité avec le SDAGE est établi à la pièce jointe n°12 de ce présent dossier d'enregistrement.</b></p> <p><b>Il est prévu une analyse d'eau en sortie de séparateur une fois par an. (analyses des paramètres demandés dans ce présent arrêté)</b></p> <p><b>Le SIAVED ne dispose pas de mesure récente</b>  <b>Un contrat a été passé avec la SOCOTEC pour la réalisation d'une campagne de mesure en 2021</b></p>
<b>Article 34 de l'arrêté du 26 mars 2012</b>				
<p><b>Mesure des volumes rejetés et points de rejets.</b>  La quantité d'eau rejetée est évaluée au moins une fois par an.</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons</p>			X	<p><b>Pas de prélèvement dans le milieu naturel</b></p>
<b>Article 35 de l'arrêté du 26 mars 2012</b>				
<p><b>Valeurs limites de rejet.</b>  Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p>	X			<p><b>Il est prévu une analyse d'eau en sortie de de séparateur une fois par an. (analyses des paramètres demandés dans ce présent arrêté)</b></p> <p><b>Le SIAVED ne dispose pas de mesure récente</b>  <b>Un contrat a été passé avec la SOCOTEC pour la réalisation d'une campagne de mesure en 2021</b></p>

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
<p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH 5,5 ? 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;</li> <li>- température &lt; 30 °C ;</li> </ul> <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- matières en suspension : 600 mg/l ;</li> <li>- DCO : 2 000 mg/l ;</li> <li>- DBO5 : 800 mg/l.</li> </ul> <p>Ces valeurs limites a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure ;</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- matières en suspension : 100 mg/l ;</li> <li>- DCO : 300 mg/l ;</li> <li>- DBO5 : 100 mg/l.</li> </ul> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- indice phénols : 0,3 mg/l ;</li> <li>- chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;</li> <li>- cyanures totaux : 0,1 mg/l ;</li> <li>- AOX : 5 mg/l ;</li> <li>- arsenic : 0,1 mg/l ;</li> <li>- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;</li> <li>- métaux totaux : 15 mg/l.</li> </ul> <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p>				
<b>Article 36 de l'arrêté du 26 mars 2012</b>				
<p><b>Interdiction des rejets dans une nappe.</b></p> <p>Le rejet, même après épuration, d'eaux résiduelles vers les eaux souterraines est interdit.</p>	X			<p><b>Les eaux pluviales sont acheminées vers un séparateur à hydrocarbures puis sont dirigées vers un bassin d'infiltration.</b></p> <p><b>Les eaux usées du local gardien sont envoyées au réseau communal.</b></p>
<b>Article 37 de l'arrêté du 26 mars 2012</b>				
<p><b>Prévention des pollutions accidentelles.</b></p> <p>Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident</p>	X			<p><b>Le sol imperméabilisé sur la déchetterie permet la récupération d'éventuels produits liquides (déchets d'apports) renversés au sol.</b></p>

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
(rupture de récipient ou de cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis doit se faire soit dans les conditions prévues à la présente section, soit comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre VII ci-après.				Réseau eaux pluviales doté d'une vanne de barrage avec possibilité d'envoyer les eaux souillées / incendie vers le bassin de récupération des eaux d'extinction du site (confinement).
<b>Article 38 de l'arrêté du 26 mars 2012</b>				
<b>Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.</b> Le cas échéant, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées.  Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.  Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.  Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m³/j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.	X			Il est prévu une analyse d'eau en sortie de séparateur une fois par an. (analyses des paramètres demandés dans ce présent arrêté)
<b>Article 39 de l'arrêté du 26 mars 2012</b>				
<b>Epandage.</b> L'épandage des déchets et effluents est interdit.			X	Sans objet, pas d'épandage
<b>Chapitre IV : Emissions dans l'air</b>				
<b>Article 40 de l'arrêté du 26 mars 2012</b>				
<b>Prévention des nuisances odorantes.</b> L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.  Sans préjudice des dispositions du code du travail, les aires pouvant dégager des émissions odorantes sont aménagées autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux odorants canalisés sont, le cas échéant, récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz.	X			Certains déchets dangereux stockés dans le local déchets dangereux peuvent être sources de dégagement d'odeurs. Ces odeurs sont évacuées par les ouvertures en partie haute de la porte grillagée du local (ventilation naturelle / pas assez de quantité de déchets dangereux pour générer une nuisance).  Les bennes déchets verts sont enlevées régulièrement, pas de fermentation possible.

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT								
				<div></div> <p><u>Local déchets dangereux ANICHE (avril 2021)</u></p>								
Chapitre V : Bruit et vibrations												
Article 41 de l'arrêté du 26 mars 2012												
<p><b>Valeurs limites de bruit.</b></p> <p>I. Valeurs limites de bruit.</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table><tr><td>NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)</td><td>EMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</td><td>EMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</td></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p><b>II. Véhicules. - Engins de chantier.</b></p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p><b>III. Vibrations.</b></p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne</p>	NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	X		<p>Une mesure de bruit est programmée début 2021. Des mesures seront réalisées par la suite tous les 3 ans.</p> <p><b>Le SIAVED ne dispose pas de mesure récente</b></p> <p><b>Un contrat a été passé avec la SOCOTEC pour la réalisation d'une campagne de mesure en 2021. Le bon de commande est joint en annexe.</b></p> <p><b>Les engins qui fréquenteront l'installation sont des véhicules de particuliers et des camions qui sont autorisés à rouler sur la voie publique et qui ne sont donc pas source de nuisances sonores particulières. Ces véhicules sont de fait conformes à la réglementation.</b></p> <p><b>L'utilisation d'engins de chantier n'est pas prévue en phase normale d'exploitation.</b></p> <p><b>Il est toutefois possible que des engins de manutention soient utilisés par les prestataires en charge de l'enlèvement des déchets mais ces engins sont constitués de transpalettes qui ne sont pas source de bruit.</b></p> <p><b>Le compacteur à cartons est vérifié tous les 3 mois.</b></p> <p><b>L'usage d'appareils de communication par voie acoustique est interdit. Une consigne est établie (DAN0011)</b></p> <p><b>La déchèterie n'est pas pourvue d'installation source de vibrations. (les bennes ont des roulettes en métal ce qui évitent de les trainer au sol)</b></p>
NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés										
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)										
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)										

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
<p>soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p><b>IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.</b></p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.</p>				
<b>Chapitre VI : Déchets</b>				
<b>Article 42 de l'arrêté du 26 mars 2012</b>				
<p><b>Admission des déchets.</b></p> <p>Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les déchets sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant.</p> <p>Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé à l'usager, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion.</p> <p>Les déchets émettant des gaz odorants susceptibles de gêner le voisinage ne sont pas entreposés plus de deux jours.</p> <p>I. Réception et entreposage.</p> <p>Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.</p> <p>Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures du public.</p>	X			<p><b>Déchèterie fermée au public en dehors des horaires d'ouverture.</b></p> <p><b>Personnel SIAVED présent en permanence durant les horaires d'ouverture.</b></p> <p><b>Stockage de déchets par catégorie.</b></p> <p><b>De manière générale, à l'arrivée en déchèterie, les agents contrôlent les déchets apportés par les particuliers et dirigent ceux-ci vers les zones de dépôts adéquates.</b></p> <p><b>Tous les agents sont formés et disposent de certificats d'aptitudes à la conduite des installations.</b></p> <p><b>Des consignes ont été établies, elles sont données en pièces jointes. (DAN002, DAN0003, DAN005, DAN0012 certificats d'aptitudes des agents).</b></p> <p><b>Des affichages sur les catégories de déchets sont en place, au niveau de l'entrée du site (déchets acceptés) et au niveau de chaque zone de dépôt.</b></p> <p><b>Pour chaque zone, un affichage indique les déchets pouvant être déposés.</b></p>



Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
				<div></div> <div><p><u>Indication des déchets acceptés à l'entrée du site</u></p></div> <div><p><u>Exemple affichage catégorie de déchets (ANICHE-2017)</u></p></div>
Article 43 de l'arrêté du 26 mars 2012				
<p><b>Déchets sortants.</b></p> <p>Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés au titres Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.</p>	X			<p>Personnel SIAVED présent en permanence durant les horaires d'ouverture.</p> <p>Des enlèvements réguliers de déchets sont programmés chaque semaine avec chaque société en charge du transport des déchets. Le nombre de passages est variable selon la saison. En cas d'afflux important, les agents avertissent la direction du SIAVED qui sollicite des transports complémentaires.</p> <p>En cas d'afflux trop important, les usagers sont orientés vers une autre déchèterie. Le cas échéant la déchèterie peut être fermée.</p>

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
I. Registre des déchets sortants.				La consigne DAN0012 jointe en annexe décrit l'organisation des enlèvements de déchets.
L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.				En déchèterie, les agents saisissent le registre sur papier, celui-ci est contrôlé une fois par semaine par un coordonnateur de déchèterie lors de son passage. Un extrait de registre est joint ci-dessous.
Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : - la date de l'expédition ; - le nom et l'adresse du destinataire ; - la nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; - le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ; - l'identité du transporteur ; - le numéro d'immatriculation du véhicule ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.				



Dossier 1806A1482000074  
Chrono : A1482/21/1204  
Version 2 du 19/10/2020 modifiée le 09/09/2021



Dossier 1806A1482000074  
Chrono : A1482/21/1204  
Version 2 du 19/10/2020 modifiée le 09/09/2021

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT				
Chapitre VII : Surveillance des émissions								
Article 47 de l'arrêté du 26 mars 2012								
Contrôle par l'inspection des installations classées. L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores.  Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.			X					
Chapitre VIII : Exécution								
Article 48 de l'arrêté du 26 mars 2012								
Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.  Fait le 26 mars 2012.  Pour le ministre et par délégation : Le directeur général de la prévention des risques, L. Michel			X					
Annexe I : Dispositions applicables aux installations existantes								
(Arrêté du 21 juin 2018, article 2) « Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations déclarées avant le 6 avril 2012, à l'exception des articles 11, 13, 14, 19, 20 et 21 qui sont applicables à ces installations selon le calendrier suivant :  <table><tr><td>« À PARTIR DU 1er OCTOBRE 2012</td><td>À PARTIR DU 1er JANVIER 2013</td></tr><tr><td>Article 11 - Etat des stocks de produits dangereux. - Etiquetage</td><td>Article 13 - Réaction au feu. Article 14 - Désenfumage. Article 19 - Installations électriques. Article 20 - Systèmes de détection et d'extinction automatiques. Article 21 - Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie »</td></tr></table> « Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations autorisées avant le 1er juillet 2018 ou dont le dossier de demande d'autorisation a été déposé avant le 1er juillet 2018, à partir du 1er juillet 2019, à l'exception des articles 13, 14, 16 qui ne leur sont pas applicables. »	« À PARTIR DU 1er OCTOBRE 2012	À PARTIR DU 1er JANVIER 2013	Article 11 - Etat des stocks de produits dangereux. - Etiquetage	Article 13 - Réaction au feu. Article 14 - Désenfumage. Article 19 - Installations électriques. Article 20 - Systèmes de détection et d'extinction automatiques. Article 21 - Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie »			X	
« À PARTIR DU 1er OCTOBRE 2012	À PARTIR DU 1er JANVIER 2013							
Article 11 - Etat des stocks de produits dangereux. - Etiquetage	Article 13 - Réaction au feu. Article 14 - Désenfumage. Article 19 - Installations électriques. Article 20 - Systèmes de détection et d'extinction automatiques. Article 21 - Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie »							

## LISTE DES DOCUMENTS ANNEXES

### Table des matières

1.	PLAN DE FORMATION DES AGENTS	40
2.	CERTIFICATS D'APTITUDE DES AGENTS	41
3.	PLANS DES LOCAUX	42
4.	PLAN SIMPLIFIE DE CIRCULATION	44
5.	RECEPTION DE LA RESERVE INCENDIE ET RAPPORTS DE CONTROLE DU SDIS	45
6.	JUSTIFICATIF DE NETTOYAGE DU SEPARATEUR A HYDROCARBURES	49
7.	BONS DE COMMANDE SIAVED POUR CAMPAGNE MESURES DE BRUIT ET EAUX 2021	50
8.	CONSIGNES SIAVED	51
9.	PROCES VERBAL D'INTERVENTION SUR PARC EXTINCTEURS DE JUILLET 2020	65
10.	DEVIS ET ENGAGEMENT SIAVED : PLANS EVACUATION ET EQUIPEMENTS DE LUTTE INCENDIE	67
11.	DEVIS DETECTION INCENDIE ET ENGAGEMENT SIAVED	68
12.	NOTE DE CALCUL DE TAMPONNEMENT DES EAUX PLUVIALES	70

1. PLAN DE FORMATION DES AGENTS

Formations	Certificat d'aptitude délivré par le SIAVED	Les différents risques rencontrés sur l'installation, La vérification des consignes de sécurité présentes sur le site				Le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction (EPI)				La conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident, Les moyens de protection et de prévention(SST)				Les déchets et les filières de gestion des déchet, Les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site				Les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants			
Périodicité en mois	12	36				24				24				12				24			
Formation délivrée par qui (organisme extérieur ou SIAVED)	SIAVED					SECURIFORM				SECURIFORM				INTERNE				SECURIFORM			
Agents	Date du certificat	Date de formation	Date fin de validité	Retard	Date prévue de recyclage	Date de formation	Date fin de validité	Retard	Date prévue de recyclage	Date de formation	Date fin de validité	Retard	Date prévue de recyclage	Date de formation	Date fin de validité	Retard	Date prévue de recyclage	Date de formation	Date fin de validité	Retard	Date prévue de recyclage
ABDELOUAHED Olivier	01/01/2021	12/10/2020	12/10/2023		2023	17/03/2021	17/03/2023		17/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
ATALAY Suleyman	01/01/2021	12/10/2020	12/10/2023		2023	09/03/2021	09/03/2023		09/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
BULANT Alain	01/01/2021	12/10/2020	12/10/2023		2023	09/03/2021	09/03/2023		09/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
BERTOUT Laetitia	01/01/2021					15/03/2021	15/03/2023		15/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
BIGAYON Bruno	01/01/2021					09/03/2021	09/03/2023		09/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
BOLLENGIER Xavier	01/01/2021					17/03/2021	17/03/2023		17/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
BRETESCHE David	01/01/2021					09/03/2021	09/03/2023		09/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
CARLIN Alexandre	01/01/2021	12/10/2020	12/10/2023		2023	11/03/2021	11/03/2023		11/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
CHATELAIN Vincent	01/01/2021					16/03/2021	16/03/2023		16/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
COPIN Benoit	01/01/2021					15/03/2021	15/03/2023		15/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
DAPVRIL Stéphane	01/01/2021					15/03/2021	15/03/2023		15/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
DEFOSSEZ Philippe	01/01/2021					09/03/2021	09/03/2023		09/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
DESFOSSEZ Julien	01/01/2021					11/03/2021	11/03/2023		11/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
DOIGNEAUX Christophe	01/01/2021					09/03/2021	09/03/2023		09/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
DUBRUNFAUT Alain	01/01/2021									15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
DUPERCHE Catherine	01/01/2021									15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
LAINE Jean François	01/01/2021					17/03/2021	17/03/2023		17/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
LAURENT Pascal	01/01/2021	12/10/2020	12/10/2023		2023					15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
LECOQC Mohamed	01/01/2021									15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
MERANCE Jean pierre	01/01/2021					15/03/2021	15/03/2023		15/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
MERESSE Christophe	01/01/2021									15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
NOWYNCK Clément	01/01/2021	12/10/2020	12/10/2023		2023	15/03/2021	15/03/2023		15/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
PHILIPPE Catherine	01/01/2021	12/10/2020	12/10/2023		2023	15/03/2021	15/03/2023		15/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
PITON Dominique	01/01/2021					16/03/2021	16/03/2023		16/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
PORTNER David	01/01/2021					arrêt maladie				15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
PUSNIAK Léonard	01/01/2021	12/10/20020	12/10/2023		2023	arrêt maladie				15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
REZGUI Ali	01/01/2021					16/03/2021	16/03/2023		16/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
SENECA Anthony	01/01/2021					17/03/2021	17/03/2023		17/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
SOHIEZ Arnaud	01/01/2021					17/03/2021	17/03/2023		17/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
TENZA Roméo	01/01/2021					09/03/2021	09/03/2023		09/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
VANGHELLE Sandrine	01/01/2021	12/10/2020	12/10/2023		2023	11/03/2021	11/03/2023		11/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
WIART Julien	01/01/2021					17/03/2021	17/03/2023		17/03/2023	15/01/2020	15/01/2022		2022	24/12/2020	24/12/2021		2021	PREVUE 2021			
ZONE CCCO																					
ZONE CAPH																					
ZONE CA2C																					

Plan de formation des agents



## 2. CERTIFICATS D'APTITUDE DES AGENTS



**CERTIFICAT D'APTITUDE  
AGENT DE DECHETERIE**

Je soussigné(e), Charles LEMOINE,  
agissant en qualité de Président du SIAVED certifie que

**Monsieur PUSNIAK Léonard**

a réussi l'ensemble des formations et possède les compétences lui permettant d'assurer le poste de

**AGENT DE DECHETERIE**

pour les domaines de compétence suivants :

- ☒ Accueil du public et gestion des déchets non dangereux
- ☒ Accueil du public et gestion des déchets dangereux
- ☒ Vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées
- ☒ Gestion des entreprises extérieures intervenantes sur le site

La présente attestation est valable pour une durée de 1 an à compter de sa date d'émission.  
Fait pour servir et valoir ce que de droit.

A Douchy-les-Mines,  
Le 31 MAI 2021



Le Président,



Charles LEMOINE

Syndicat Inter Arrondissement de Valorisation et d'Elimination des Déchets  
5 route de Lourches – 59282 DOUCHY-LES-MINES-Tél : +(33)03 27 43 44 45  
[infos@siaved.fr](mailto:infos@siaved.fr) / [www.siaved.fr](http://www.siaved.fr)



**CERTIFICAT D'APTITUDE  
AGENT DE DECHETERIE**

Je soussigné(e), Charles LEMOINE,  
agissant en qualité de Président du SIAVED certifie que

**Monsieur PUSNIAK Léonard**

a réussi l'ensemble des formations et possède les compétences lui permettant d'assurer le poste de

**AGENT DE DECHETERIE**

pour les domaines de compétence suivants :

- ☒ Accueil du public et gestion des déchets non dangereux
- ☒ Accueil du public et gestion des déchets dangereux
- ☒ Vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées
- ☒ Gestion des entreprises extérieures intervenantes sur le site

La présente attestation est valable pour une durée de 1 an à compter de sa date d'émission.  
Fait pour servir et valoir ce que de droit.

A Douchy-les-Mines,  
Le 31 MAI 2021



Le Président,



Charles LEMOINE

Syndicat Inter Arrondissement de Valorisation et d'Elimination des Déchets  
5 route de Lourches – 59282 DOUCHY-LES-MINES-Tél : +(33)03 27 43 44 45  
[infos@siaved.fr](mailto:infos@siaved.fr) / [www.siaved.fr](http://www.siaved.fr)



**CERTIFICAT D'APTITUDE  
AGENT DE DECHETERIE**

Je soussigné(e), Charles LEMOINE,  
agissant en qualité de Président du SIAVED certifie que

**Monsieur BULANT Alain**

a réussi l'ensemble des formations et possède les compétences lui permettant d'assurer le poste de

**AGENT DE DECHETERIE**

pour les domaines de compétence suivants :

- ☒ Accueil du public et gestion des déchets non dangereux
- ☒ Accueil du public et gestion des déchets dangereux
- ☒ Vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées
- ☒ Gestion des entreprises extérieures intervenantes sur le site

La présente attestation est valable pour une durée de 1 an à compter de sa date d'émission.  
Fait pour servir et valoir ce que de droit.

A Douchy-les-Mines,  
Le 31 MAI 2021



Le Président,

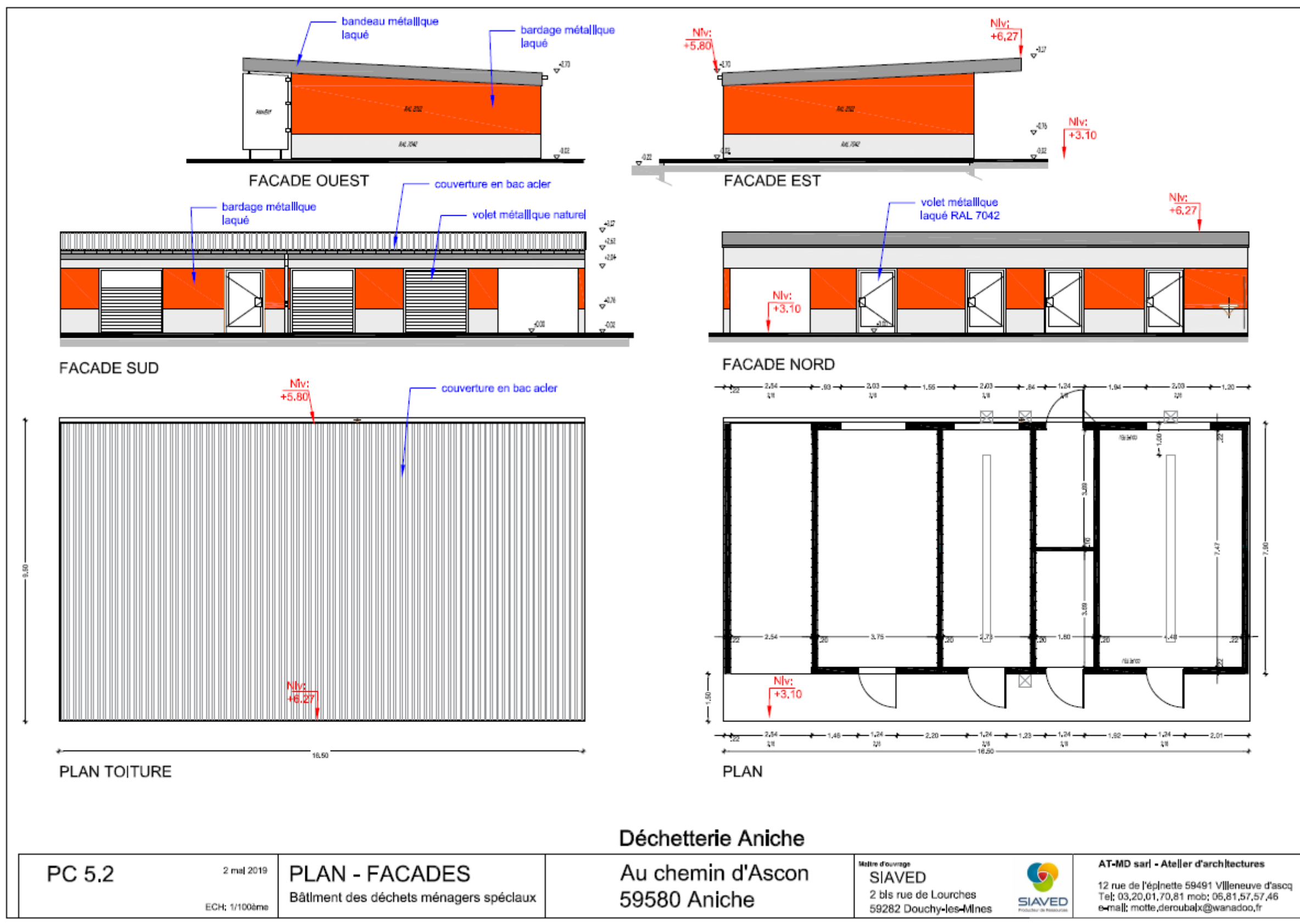


Charles LEMOINE

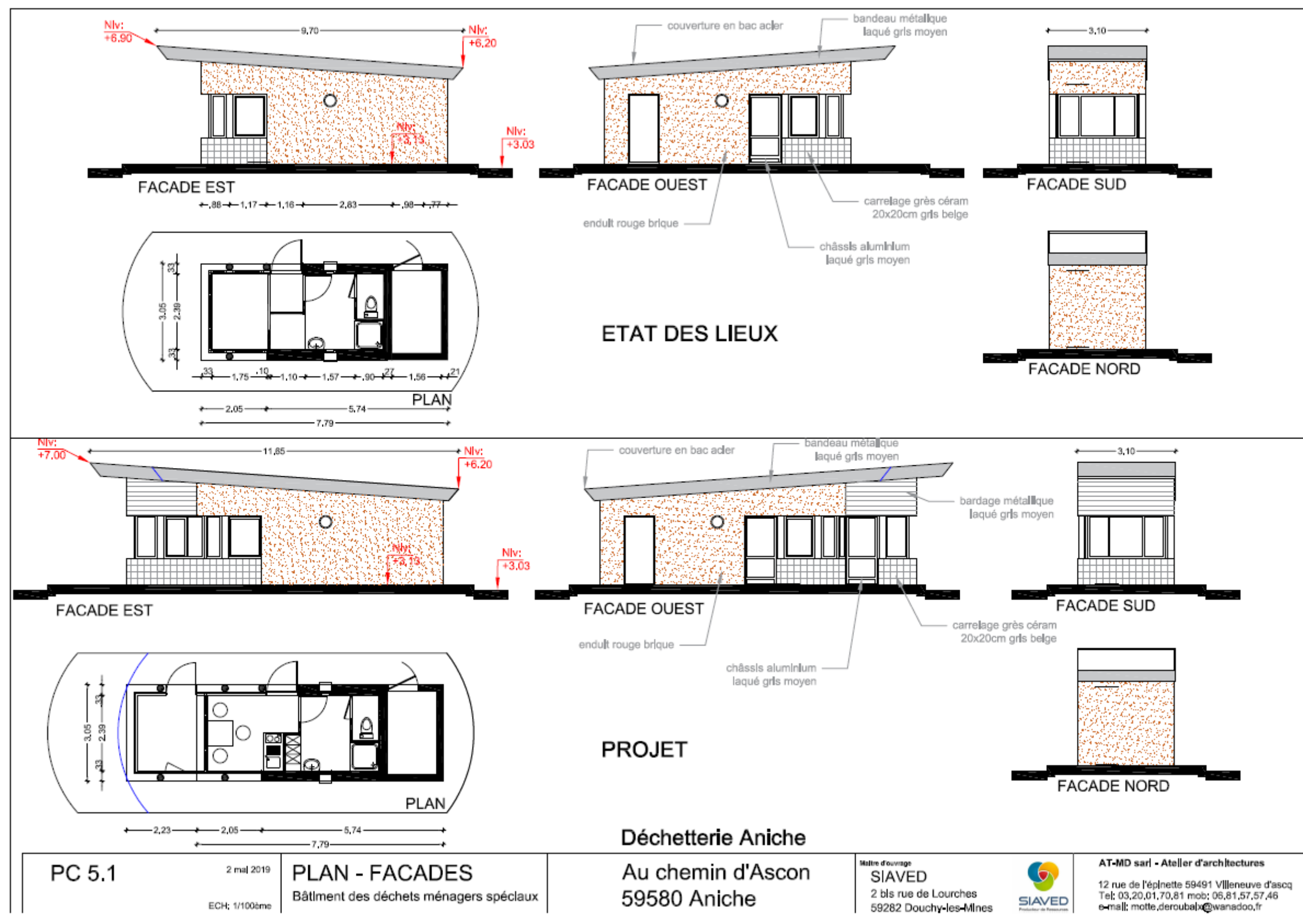
Syndicat Inter Arrondissement de Valorisation et d'Elimination des Déchets  
5 route de Lourches – 59282 DOUCHY-LES-MINES-Tél : +(33)03 27 43 44 45  
[infos@siaved.fr](mailto:infos@siaved.fr) / [www.siaved.fr](http://www.siaved.fr)

*Exemples de certificats d'aptitude délivrés par le SIAVED pour ces agents*

### 3. PLANS DES LOCAUX



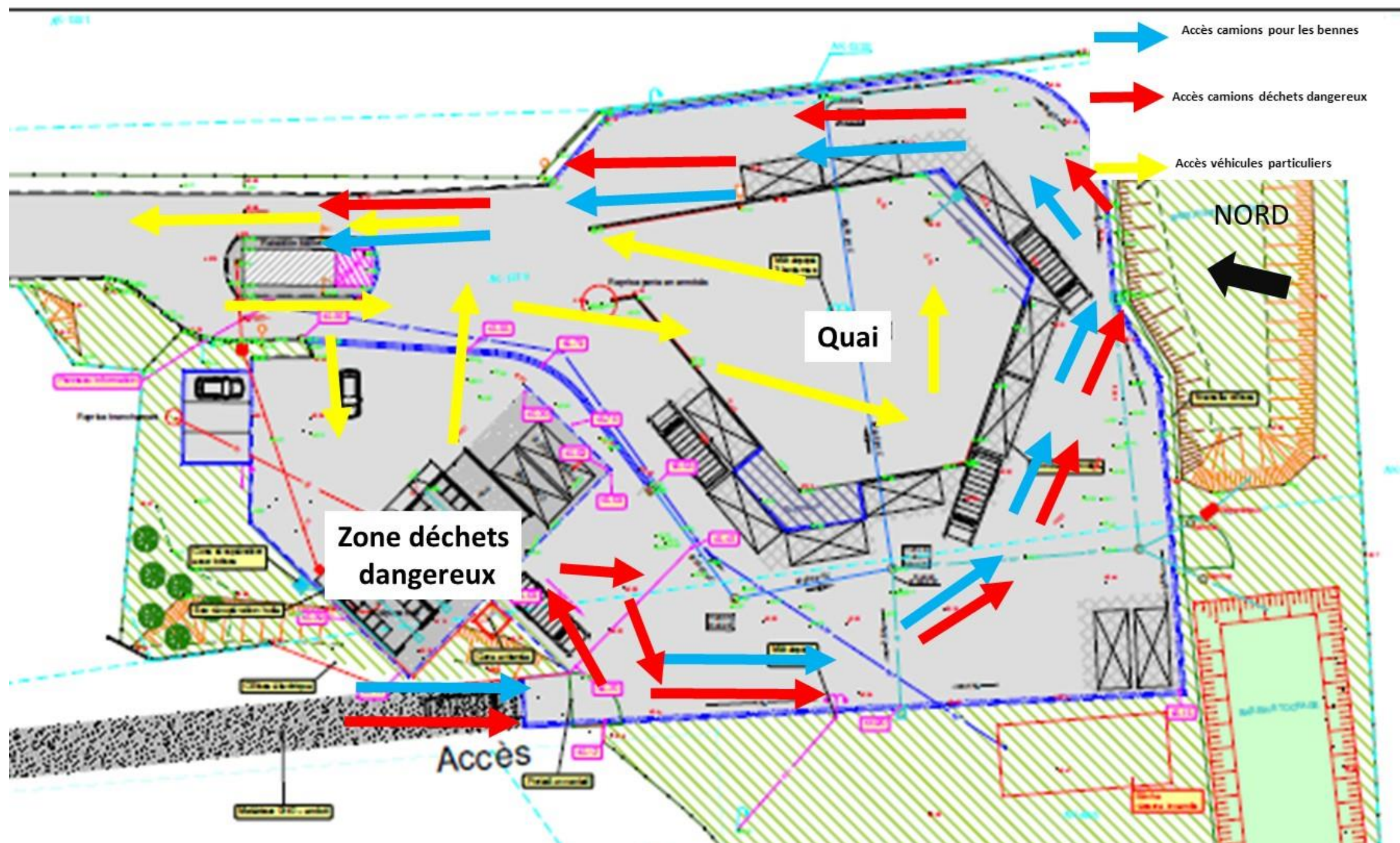
Plan local déchets dangereux



Plan local garden



#### 4. PLAN SIMPLIFIE DE CIRCULATION



*Plan simplifié de circulation*



## 5. RECEPTION DE LA RESERVE INCENDIE ET RAPPORTS DE CONTROLE DU SDIS

Attestation de réception d'un point d'eau incendie - point d'eau artificiel			
(Autre que bouche ou poteau)			
Qualité	Nom, Prénom	Société	Signature
Maître d'ouvrage	POTTIEZ Jean Noël	SIAVED	
Maître d'œuvre	DESCAMPS Laurent	ATC59	
Titulaire des travaux	DAUCHY Benoit	EIFPAGE ROUTE	
Service public DECI		NOREADE	

La présence d'un représentant du SDIS est souhaitable afin d'assurer la reconnaissance opérationnelle initiale  
Plan de recollement ou Dossier d'Ouvrage Exécuté (DOE) transmis le :

Numéro du PEI : (Fourni par le SDIS 59) :

Statut du PEI : public ☐ privé ☒ conventionné ☐

Description de l'équipement : (à remplir par le maître d'œuvre)

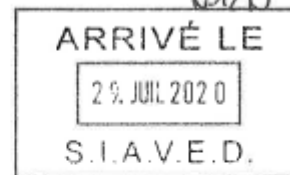
Commune	VILLE D'ANICHE				
Adresse précise	RUE JEAN JAURES PROLONGE (au niveau du n°180)				
Type	réserve enterrée	<input type="checkbox"/>	réserve hors sol	<input checked="" type="checkbox"/>	
	citerne enterrée	<input type="checkbox"/>	citerne hors sol	<input type="checkbox"/>	
Protection	présence clôture h ≥ 2m	<input type="checkbox"/>	présence échelle sécurité ou assimilée et bouée (si eau libre)	<input type="checkbox"/>	
Voie d'accès	publique	<input checked="" type="checkbox"/>	privée	<input type="checkbox"/>	
	présence d'un portail	<input checked="" type="checkbox"/>	carrossable tout temps	<input checked="" type="checkbox"/>	
	sortie sans manœuvre	<input checked="" type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	
Type de construction	membrane soudée	<input checked="" type="checkbox"/>	maçonnée	<input type="checkbox"/>	
	industrielle métal	<input type="checkbox"/>	tube tôle ondulée métal	<input type="checkbox"/>	
	panneaux rigides	<input type="checkbox"/>	volume souple	<input type="checkbox"/>	
Capacité utile garantie	120	m³	hauteur max d'aspiration	0	m
Réalimentation (minimum 15 m³/h)	réseau	<input checked="" type="checkbox"/>	débit	?	m³/h
					automatique
					manuelle
Remplissage	réseau	<input type="checkbox"/>	débit		m³/h
	eaux pluviales	<input type="checkbox"/>	forage	<input type="checkbox"/>	manuel
Aire de mise en station	nb d'emplacement(s)	1			
	protections	<input type="checkbox"/>	Balisage au sol	<input checked="" type="checkbox"/>	éclairage
	pente	<input type="checkbox"/>	dispositif d'évacuation d'eau	<input type="checkbox"/>	
Puits d'aspiration	sans	<input type="checkbox"/>	avec	<input type="checkbox"/>	Ø canalisation (mm)
	capacité utile du puits (4 m³ mini)	<input type="checkbox"/>	Bac à boues	<input type="checkbox"/>	
	sans	<input type="checkbox"/>			
Dispositif d'aspiration par aire de mise en station	nb ligne(s) fixe(s)	1	nb ligne(s) pivotante(s)		
	Raccord(s) Ø 100 tenons verticaux ou tournant sans coquille	<input checked="" type="checkbox"/>	Vanne(s) si nécessaire	<input type="checkbox"/>	
	crépine	<input type="checkbox"/>			
Signalisation	OUI	<input checked="" type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	

Je soussigné... DESCAMPS Laurent... représentant... le SIAVED... atteste de l'exactitude des informations ci-dessus.

Fait à LIEU SAINT AMAND  
Le 24 JUIN 2020  
(Signature du maître d'œuvre)

ATC59  
SAS au capital de 8000 €  
12, rue Albert Calmette  
59111 - LIEU SAINT AMAND  
secretariat@atc59.fr  
siret : 811 345 236 00016

Attestation de réception du point d'eau incendie



Le Directeur,  
Chef du Corps Départemental,

SIAVED  
5 rue de Lourches  
59282 DOUCHY-LES-MINES

G5/PRS/LD/CP/20 n°8914  
Affaire suivie par : Jérôme DUWEZ  
☎ : 03-27-08-61-16  
Courriel : jerome.duwez@sdis59.fr

Lille, le 22 JUL. 2020

Objet : Reconnaissance opérationnelle initiale  
P.J. : Rapport de visite de reconnaissance opérationnelle initiale

Conformément au Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie, le SDIS du Nord a effectué, le 1<sup>er</sup> juillet 2020, la reconnaissance opérationnelle initiale de la citerne hors-sol de 120 m³ implantée au sein de la déchetterie d'Aniche.

Cette reconnaissance a permis de vérifier le caractère opérationnel de ce point d'eau et de le définir comme Point d'Eau Incendie (PEI). Le SDIS l'a intégré dans sa base de données comme PEI privé sous le numéro SIA01.

Les observations indiquées dans le rapport de visite doivent être levées dans les plus brefs délais (confère pièce jointe). Le SDIS 59 devra en être informé, par courrier à l'adresse suivante :

Service Départemental d'Incendie et de Secours du Nord  
Groupement 5 – Service Prévision  
Centre d'Incendie et de Secours de Douai – 53 rue Maurice Facon – 59119 WAZIERS

Il vous appartient également de vous assurer de son entretien notamment son accès, sa signalisation et son volume utile. Enfin, vous êtes tenu de réaliser son contrôle technique (évaluation de la capacité) tous les 3 ans.

Toute anomalie rendant ce PEI indisponible devra être immédiatement signalée au Centre de Traitement de l'Alerte de Le Quesnoy «cta.lequesnoy@sdis59.fr» et «sdis59.decig5@sdis59.fr».

Pour le Directeur Départemental et par délégation, *V. L.*  
Le Chef du Groupement Prévision,

*B.*  
Lieutenant-colonel Benoit MARTIN

Copie à :  
- Monsieur le Maire de la Commune d'Aniche  
- Monsieur le Chef du CIS Somain  
- Noréade Pecquencourt Nord

Service Départemental d'Incendie et de Secours du Nord  
18 rue de Pas - CS 20058  
59028 LILLE Cedex



## RECONNAISSANCE OPÉRATIONNELLE INITIALE D'UN POINT D'EAU INCENDIE (point d'eau artificiel)

Vu l'attestation du maître d'œuvre en date du : 24/06/2020

### Identification du PEI :

Commune	ANICHE	Adresse précise	Déchetterie Rue Jean Jaurès Prolongée 59580 ANICHE
Propriétaire	SIAVED	Adresse propriétaire	5 rue de Lourches 59282 DOUCHY-LES-MINES
N° du PEI	SIA01	N° INC. / DECI	<input type="checkbox"/> Public <input type="checkbox"/> Conventionné <input checked="" type="checkbox"/> Privé
Type du PEI	<input type="checkbox"/> Réserve enterrée <input type="checkbox"/> Réserve hors-sol <input type="checkbox"/> Citerne enterrée <input checked="" type="checkbox"/> Citerne hors-sol		

### Capacité hydraulique :

Nombre de plates-formes de mise en aspiration	1		
Nombre de dispositifs fixes d'aspiration	1		
Capacité en m³	120		
Remplissage	<input type="checkbox"/> Automatique <input type="checkbox"/> Manuel	<input type="checkbox"/> Réseau <input type="checkbox"/> Eaux pluviales <input type="checkbox"/> Forage	Débit : ..... m³/h
Réalimentation (minimum 15 m³/h)	<input type="checkbox"/> Automatique <input type="checkbox"/> Manuelle	<input type="checkbox"/> Réseau	Débit : ..... m³/h

### Vérification du point d'eau incendie :

La signalisation	Oui	Non	Observations
Présence du panneau de signalisation avec mention « PEI »	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Présence du panneau de signalisation avec la capacité du PEI pour les réserves et citernes	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Présence du panneau de signalisation avec le Numéro S.P.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Présence du panneau « interdiction de stationner » si nécessaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Présence d'un anneau de couleur bleue sur les colonnes d'aspiration	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
L'accessibilité			
Présence d'une plate-forme de mise en aspiration pour FPT (10 m X 4 m) ou MPR (3 m X 4 m)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Présence d'un marquage au sol si nécessaire	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Présence d'un espace de retournement si nécessaire (plus de 60 m de cul sac)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Vérification du bon état du sol et des berges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Présence d'un dispositif anti-chute si nécessaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Présence d'éclairage si nécessaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Présence d'un dispositif de sécurité si nécessaire (clôture, bouée...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Présence d'une signalisation du risque noyade si nécessaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Le fonctionnement	Oui	Non	Observations
Présence effective d'eau, son niveau et sa capacité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Présence et bon fonctionnement du dispositif de réalimentation si nécessaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Présence et bon fonctionnement de la colonne d'aspiration si nécessaire	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Présence du bouchon et de la chaînette de la colonne d'aspiration	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Vérification du diamètre du raccord d'alimentation et de sa conformité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Vérification du bon sens des tenons du demi-raccord du dispositif fixe d'aspiration	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	1/2 raccord sans tenons
<b>Puits d'aspiration</b>	<input type="checkbox"/> avec	<input type="checkbox"/> sans	
Ø canalisation : ..... mn	Capacité utile du puits (4 m³ mini)		Bac à boues
Vérification de l'ouverture du tampon	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Vérification du couvercle du tampon peint en bleu	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Réalisation de la mise en aspiration	Oui	Non	
Essai d'aspiration concluant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
F.P.T. <input checked="" type="checkbox"/> M.P.R. <input type="checkbox"/> AUTRE : .....			

<p><b>Observations du prévisionniste :</b> Création d'un Point d'Eau Incendie suite au PC 059 008 19 00004</p> <p><b>Il est demandé :</b> - Remplacer le panneau de signalisation par un panneau conforme au RDDECI avec les mentions : « Point d'Eau Incendie », le numéro Pompier et la Capacité ».</p>		<p><b>Signature</b></p>
---	--	-------------------------

Fait le 01/07/2020 par J. DUWEZ

POINT D'EAU INCENDIE DISPONIBLE	OUI	<input checked="" type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>
---------------------------------	-----	-------------------------------------	-----	--------------------------

NB : Le présent rapport de reconnaissance initiale porte uniquement sur le caractère opérationnel de l'ouvrage et ne constitue en aucune manière un avis de conformité aux dispositions contractuelles prévues par le maître d'ouvrage.

Reconnaissance opérationnelle initiale d'un point d'eau incendie du 1 juillet 2020

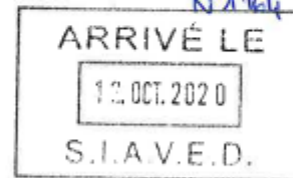




Le Directeur,  
Chef du Corps Départemental,

SIAVED  
2 bis rue de Lourches  
59282 DOUCHY LES MINES

G5/PRS/LD/CP/20 n°12679  
Affaire suivie par : Jérôme DUWEZ  
☎ : 03-27-08-61-16  
Courriel : jerome.duwez@sdis59.fr



Lille, le 07 OCT. 2020

**Objet :** Reconnaissance opérationnelle des points d'eau incendie (PEI)

**PJ :** Rapport de reconnaissance opérationnelle n°68 du CIS SOMAIN

Conformément au Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI), le SDIS a effectué la reconnaissance opérationnelle n°68 consistant exclusivement à contrôler l'existence, l'accessibilité, la signalisation et le fonctionnement des PEI.

Je vous prie de trouver ci-joint le rapport consécutif à ces visites faisant état, notamment, des éléments suivants :

- Nombre de Point(s) d'Eau Incendie vérifié(s) : 1 dont indisponible(s) : 0
- Nombre de Point(s) d'Eau dont le débit est inférieur à 30 m³/h sous 1 bar : 0

Il appartient au service public de DECI ou au propriétaire de prendre toutes dispositions pour remédier aux anomalies constatées.

Concernant les changements de disponibilité des PEI, le service public de DECI ou le propriétaire doit informer sans délai le Centre de Traitement de l'Alerte de « Le Quesnoy 03.27.20.80.99 (fax), cta.lequesnoy@sdis59.fr ».

Le service Prévision du Groupement Territorial n°5 reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

Pour le Directeur Départemental et par délégation, *Vx Lx*  
Le Chef du Groupement Prévision,

*B*  
Lieutenant-colonel Benoit MARTIN

**Copie à :**  
- Monsieur le Maire de la commune

Service Départemental d'Incendie et de Secours du Nord  
18 rue de Pas – CS 20068  
59028 LILLE CEDEX

Service Départemental d'Incendie et de Secours du Nord  
18 rue de Pas – CS 20068  
59028 LILLE CEDEX

Rapport de reconnaissance opérationnelle n°68 effectuée par le CIS SOMAIN le 7 septembre 2020

### Rapport de reconnaissance opérationnelle N° 68 effectué par le CIS SOMAIN

PEI N° SIA01 - CITERNE HORS SOL AVEC DISPOSITIF FIXE D'ASPIRATION - Adresse : RUE JEAN  
JAURES PROLONGEE - ANICHE  
Contrôle le : 07/09/2020 État : DISPONIBLE Capacité : 120 m3  
Date de vérification : 01/07/20



## 6. JUSTIFICATIF DE NETTOYAGE DU SEPARATEUR A HYDROCARBURES



**SIAVED**  
5 Route de Lourches  
59282 DOUCHY LES MINES

### CONTROLE ANNUEL DU DESHUILEUR – DEBOURBEUR

Déchèterie ANICHE

**Date d'intervention :** 05/11/2020

**N° de BSD :** OIPJ20110083

**Equipe d'intervention :** RENAUD AGUET

**Véhicule d'intervention :** Combiné mixte HP 63

VERIFICATION FONCTIONNEMENT SEPARATEUR	
Sondage du débourbeur	<input checked="" type="checkbox"/> Vide <input type="checkbox"/> Mi-charge <input type="checkbox"/> Plein
Vérification de la partie hydrocarbonnée	<input type="checkbox"/> Vide <input checked="" type="checkbox"/> Légère, sans nécessité d'écémage <input type="checkbox"/> écémage réalisé
Vérification de l'obturateur	<input checked="" type="checkbox"/> fonctionnement correct avant intervention de curage <input type="checkbox"/> fonctionnement correct après remise en eau <input type="checkbox"/> Anomalie constatée : remise en place à l'issue de l'opération de curage <input type="checkbox"/> Fonctionnement incorrect : prévoir une intervention de dépannage

Fait à Rosult,  
SUEZ RYOSIS NORD  
CS 20200  
59733 SAINT-AMAND-LES-EAUX CEDEX  
Tél. : 03 27 21 67 00  
Siret : 517 85 844 00085

Justificatif de nettoyage du séparateur à hydrocarbures

## 7. BONS DE COMMANDE SIAVED POUR CAMPAGNE MESURES DE BRUIT ET EAUX 2021

 <p><b>SIAVED</b> 5 Route de Lourches 59282 DOUCHY LES MINES</p> <p>Tél : 03 27 43 78 99 Mail : <a href="mailto:finances@siaved.fr">finances@siaved.fr</a> TVA Intracommunautaire : FR 57 255 900 953</p>		<p><b>BON DE COMMANDE</b> n° TR210135</p> <p>Emis le 17-05-2021</p> <p>Nos Références</p>	 <p><b>SIAVED</b> 5 Route de Lourches 59282 DOUCHY LES MINES</p> <p>Tél : 03 27 43 78 99 Mail : <a href="mailto:finances@siaved.fr">finances@siaved.fr</a> TVA Intracommunautaire : FR 57 255 900 953</p>		<p><b>BON DE COMMANDE</b> n° TR210134</p> <p>Emis le 17-05-2021</p> <p>Nos Références</p>	
BUDGET PRINCIPAL (05500)		BUDGET PRINCIPAL (05500)		BUDGET PRINCIPAL (05500)		
<p><b>Demandeur</b></p> <p>GESTION TECHNIQUE BATIMENTS &amp; TRAVAUX</p> <p>BRUTIN VALERIE</p> <p>Tél : 0970198092</p> <p>eMail : <a href="mailto:valerie.brutin@siaved.fr">valerie.brutin@siaved.fr</a></p>	<p><b>SOCOTEC AGENCE ENVIRONNEMENT</b> (1956)</p> <p>11 RUE PAUL DUBRULE</p> <p>CS 50446</p> <p>59814 LESQUIN</p>	<p><b>Demandeur</b></p> <p>GESTION TECHNIQUE BATIMENTS &amp; TRAVAUX</p> <p>BRUTIN VALERIE</p> <p>Tél : 0970198092</p> <p>eMail : <a href="mailto:valerie.brutin@siaved.fr">valerie.brutin@siaved.fr</a></p>	<p><b>SOCOTEC AGENCE ENVIRONNEMENT</b> (1956)</p> <p>11 RUE PAUL DUBRULE</p> <p>CS 50446</p> <p>59814 LESQUIN</p>	<p><b>Livraison</b></p>	<p><b>Livraison</b></p>	
OBJET : DECHETERIE ANICHE - MESURES ACOUSTIQUES BRUIT D ENVIRONNEMENT						
Ligne	Désignation	Quantité	Taux Remise	Prix unitaire HT	Taux TVA	Montant total HT
1	CONTROLE DES NIVEAUX SONORES DANS L ENVIRONNEMENT - DECHETERIE ANICHE	1.00		1 600.00	20.00	1 600.00
2	SELON DEVIS DEV2105A148200000753 DU 11/05/2021					
<p>Le Président</p> <p></p> <p>Charles LEMOINE</p> <p></p> <p>Syndicat Inter-Arrondissement de Valorisation et d'Élimination des Déchets 5 Route de Lourches 59282 DOUCHY LES MINES Tél : 03 27 43 78 99 info@siaved.fr</p>						<p><b>Totaux</b></p> <p>HT € 1 600.00</p> <p>TVA € 320.00</p> <p>TTC € 1 920.00</p>
<p>Cette commande n'est valable et exécutoire que revêtue de la signature de l'Ordonnateur ou de son délégataire.</p> <p>La facture doit <b>OBLIGATOIREMENT</b> être envoyée sur le Portail Chorus Pro (<a href="https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/">https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/</a>)</p> <p>Rappeler le n° du bon de commande TR210135 et préciser le SIRET 25590095300019 du budget BUDGET PRINCIPAL (05500).</p> <p>Toute facture non transmise par cette forme dématérialisée sur le Portail Chorus Pro ne pourra être prise en charge et sera renvoyée.</p>						

 <p><b>SIAVED</b> 5 Route de Lourches 59282 DOUCHY LES MINES</p> <p>Tél : 03 27 43 78 99 Mail : <a href="mailto:finances@siaved.fr">finances@siaved.fr</a> TVA Intracommunautaire : FR 57 255 900 953</p>		<p><b>BON DE COMMANDE</b> n° TR210134</p> <p>Emis le 17-05-2021</p> <p>Nos Références</p>	 <p><b>SIAVED</b> 5 Route de Lourches 59282 DOUCHY LES MINES</p> <p>Tél : 03 27 43 78 99 Mail : <a href="mailto:finances@siaved.fr">finances@siaved.fr</a> TVA Intracommunautaire : FR 57 255 900 953</p>		<p><b>BON DE COMMANDE</b> n° TR210135</p> <p>Emis le 17-05-2021</p> <p>Nos Références</p>	
BUDGET PRINCIPAL (05500)		BUDGET PRINCIPAL (05500)		BUDGET PRINCIPAL (05500)		
<p><b>Demandeur</b></p> <p>GESTION TECHNIQUE BATIMENTS &amp; TRAVAUX</p> <p>BRUTIN VALERIE</p> <p>Tél : 0970198092</p> <p>eMail : <a href="mailto:valerie.brutin@siaved.fr">valerie.brutin@siaved.fr</a></p>	<p><b>SOCOTEC AGENCE ENVIRONNEMENT</b> (1956)</p> <p>11 RUE PAUL DUBRULE</p> <p>CS 50446</p> <p>59814 LESQUIN</p>	<p><b>Demandeur</b></p> <p>GESTION TECHNIQUE BATIMENTS &amp; TRAVAUX</p> <p>BRUTIN VALERIE</p> <p>Tél : 0970198092</p> <p>eMail : <a href="mailto:valerie.brutin@siaved.fr">valerie.brutin@siaved.fr</a></p>	<p><b>SOCOTEC AGENCE ENVIRONNEMENT</b> (1956)</p> <p>11 RUE PAUL DUBRULE</p> <p>CS 50446</p> <p>59814 LESQUIN</p>	<p><b>Livraison</b></p>	<p><b>Livraison</b></p>	
OBJET : DECHETERIE ANICHE - PRELEVEMENT ET ANALYSES DES EAUX RESIDUAIRES						
Ligne	Désignation	Quantité	Taux Remise	Prix unitaire HT	Taux TVA	Montant total HT
1	MESURES DANS LES DOMAINES DES EAUX - POLLUANTS DECHETERIE ANICHE	1.00		420.00	20.00	420.00
2	SELON DEVIS DEV2105A148200000727 DU 06/05/2021					
<p>Le Président</p> <p></p> <p>Charles LEMOINE</p> <p></p> <p>Syndicat Inter-Arrondissement pour la Valorisation et l'Élimination des Déchets 5 Route de Lourches 59282 DOUCHY LES MINES Tél : 03 27 43 78 99 info@siaved.fr</p>						<p><b>Totaux</b></p> <p>HT € 420.00</p> <p>TVA € 84.00</p> <p>TTC € 504.00</p>
<p>Cette commande n'est valable et exécutoire que revêtue de la signature de l'Ordonnateur ou de son délégataire.</p> <p>La facture doit <b>OBLIGATOIREMENT</b> être envoyée sur le Portail Chorus Pro (<a href="https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/">https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/</a>)</p> <p>Rappeler le n° du bon de commande TR210134 et préciser le SIRET 25590095300019 du budget BUDGET PRINCIPAL (05500).</p> <p>Toute facture non transmise par cette forme dématérialisée sur le Portail Chorus Pro ne pourra être prise en charge et sera renvoyée.</p>						

Bons de commande

## 8. CONSIGNES SIAVED

Type de documents	Objet	Déchèterie de ANICHE (code DAN)				
		Code	Version	MAJ	Auteur	Validation
Consigne	Accès bas de quai	DAN0001	version 1	31/03/2021	RM	CL
Consigne	Formation du personnel	DAN0002	version 1	31/03/2021	RM	CL
Consigne	Quantité maximale de déchets autorisée	DAN0003	version 1	31/03/2021	RM	CL
Consigne	Arrêts d'urgence	DAN0004	version 1	31/03/2021	RM	CL
Consigne	Fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées	DAN0005	version 1	31/03/2021	RM	CL
Consigne	Apport de feu	DAN0006	version 1	31/03/2021	RM	CL
Consigne	Numéros d'appel d'urgence	DAN0007	version 1	31/03/2021	RM	CL
Consigne	Permis intervention / Permis feu	DAN0008	version 1	31/03/2021	RM	CL
Consigne	Local réemploi	DAN0009	version 1	31/03/2021	RM	CL
Consigne	Volume rétentions	DAN0010	version 1	31/03/2021	RM	CL
Consigne	Communication par voie acoustique	DAN0011	version 1	31/03/2021	RM	CL
Consigne	Organisation enlèvement déchets	DAN0012	version 1	31/03/2021	RM	CL
Fiche reflexe	Déversement de liquides	DAN0013	version 1	31/03/2021	RM	CL
Fiche reflexe	Départ de feu / Incendie	DAN0014	version 1	31/03/2021	RM	CL
Fiche reflexe	Coupure eau potable	DAN0015	version 1	31/03/2021	RM	CL
Fiche reflexe	Coupure électricité	DAN0016	version 1	31/03/2021	RM	CL
Fiche reflexe	Isolement réseau d'assainissement des eaux pluviales	DAN0017	version 1	31/03/2021	RM	CL
Registre	Incidents / Accidents (Environnementaux)	DAN0018	version 1	31/03/2021	RM	CL

Fait à Douchy-les-Mines, le 30 JUIN 2021



Le Président,

Charles LEMOINE





**DECHETERIE de ANICHE**  
**CONSIGNE D'EXPLOITATION**  
**Accès bas de quai**

Page 1 / 2

**Référence réglementaire :** Article 27 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Objet :** La déchèterie dispose d'un dispositif anti chute installé tout le long de la zone de déchargement sur le quai. Un affichage indiquant « le risque de chute » est mis en place et doit être maintenu dans le temps.

La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de services (SIAVED ou entreprises en charge de gestion des contenants préalablement autorisées). L'accès est dans tous les cas interdit aux particuliers. Un affichage indiquant « l'interdiction d'accès » est mis en place et doit être maintenu dans le temps.

Les agents de la déchèterie sont en charge du respect de ces règles et du maintien en place de l'affichage.

➤ **Photographies de l'affichage « risque de chute » et « interdiction d'accès » en place**



Fait à Douchy-les-Mines, le 15 JUN 2021



Le Président,

Charles LEMOINE



Référence  
DAN0001

Version  
1

MAJ  
31/03/21

Rédacteur  
R. MIQUET  
(SOCOTEC)

Validation  
C. LEMOINE  
(SIAVED)



Référence  
DAN0001

Version  
1

MAJ  
31/03/21

Rédacteur  
R. MIQUET  
(SOCOTEC)

Validation  
C. LEMOINE  
(SIAVED)





<b>DECHETERIE de ANICHE</b> <b>CONSIGNE D'EXPLOITATION</b> <b>Formation du personnel</b>	Page 1 / 1
--	------------

**Référence réglementaire :** Article 26 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Objet :** Le fonctionnement de l'installation déchèterie est placé sous la surveillance d'un personnel SIAVED qualifié, David ZAWIEJA, responsable des déchèteries. Les agents (temporaires ou permanents) doivent obligatoirement être formés pour travailler au sein de la déchèterie.

Pour ce faire, la direction du SIAVED a établi un programme de formation adapté à chaque agent.

La validation des formations par les agents permet au SIAVED d'établir des certificats d'aptitude spécifiques pour chaque agent. La durée de validité des certificats d'aptitude est fixée à un an. Ce certificat définit les principales tâches que chaque agent peut réaliser.

Fait à Douchy-les-Mines, le **15 JUIN 2021**



Le Président,  
Charles LEMOINE

	Référence DAN0002	Version 1	MAJ 31/03/21	Rédacteur R. MIQUET (SOCOTEC)	Validation C. LEMOINE (SIAVED)
--	----------------------	--------------	-----------------	-------------------------------------	--------------------------------------



<b>DECHETERIE de ANICHE</b> <b>CONSIGNE D'EXPLOITATION</b> <b>Quantité maximale de déchets autorisée</b>	Page 1 / 1
--	------------

**Référence réglementaire :** Article 3 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Objet :** La déchèterie de ANICHE est soumise au régime d'Enregistrement au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Conformément au dossier d'Enregistrement déposé en préfecture en 2020, la quantité maximale de déchets présente dans l'installation à tout moment ne peut excéder :

Rubriques ICPE	Type de déchets	Volume / tonnage maximal admissible
2710-1	Quantité maximale de <u>déchets dangereux</u> à ne pas dépasser dans l'installation à tout moment	<b>6,9T maximum</b>
2710-2	Volume maximal de <u>déchets non dangereux</u> à ne pas dépasser dans l'installation à tout moment	<b>433m³ maximum</b>

➤ Si durant le fonctionnement de l'installation, les agents de la déchèterie constatent que ces seuils sont susceptibles d'être atteints, ils doivent appeler dans les plus brefs délais la direction du SIAVED qui fera procéder à des enlèvements de déchets.

Fait à Douchy-les-Mines, le **15 JUIN 2021**



Le Président,  
Charles LEMOINE

	Référence DAN0003	Version 1	MAJ 31/03/21	Rédacteur R. MIQUET (SOCOTEC)	Validation C. LEMOINE (SIAVED)
--	----------------------	--------------	-----------------	-------------------------------------	--------------------------------------



**DECHETERIE de ANICHE**  
**CONSIGNE D'EXPLOITATION**  
**Arrêts d'urgence**

Page 1 / 1

**Référence réglementaire :** Article 24 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Objet :** En cas d'accident majeur susceptible d'engendrer un sur-accident, le personnel de la déchèterie est en charge de la mise en sécurité du site et de la coupure des réseaux fluides, le cas échéant :

- Electricité
- Eau potable
- Réseau d'assainissement eau pluviale

**Procédures de coupure :**  
**Voir fiches réflexes correspondantes**

Fait à Douchy-les-Mines, le 15 JUIN 2021

Syndicat Inter-Arrondissement  
de Valorisation et  
d'Élimination des Déchets  
5, Route de Louches  
59282 DOUCHY-LES-MINES  
Tél. : 03 27 43 78 99  
Mail : infos@siaved.fr

Le Président,

Charles LEMOINE



Référence  
DAN0004

Version  
1

MAJ  
31/03/21

Rédacteur  
R. MIQUET  
(SOCOTEC)

Validation  
C. LEMOINE  
(SIAVED)



**DECHETERIE de ANICHE**  
**CONSIGNE D'EXPLOITATION**  
**Fréquence de vérification des dispositifs**  
**de sécurité et de limitation ou de**  
**traitement des pollutions et nuisances**  
**générées**

Page 1 / 2

**Référence réglementaire :** Article 24 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Objet :** De manière générale, les agents de déchèterie procède chaque jour à une inspection visuelle du bon état de la déchèterie et de l'ensemble des dispositifs de sécurité, en cas d'anomalie, soit la remise en état est possible immédiatement (nettoyage, recollage d'affiches...) soit les agents appellent la direction du SIAVED qui procèdera au déclenchement des travaux ou à une intervention spécifique.

De manière générale, en cas de constat d'une défaillance d'un dispositif de sécurité pouvant entraîner un danger imminent pour les usagers, le personnel ou l'environnement, les agents doivent procéder à l'interdiction d'accès de la zone, voire à la fermeture de la déchèterie, et contacte le SIAVED.

Listing des principales inspections et vérifications journalières à effectuer par les agents

Postes
Propreté du site et des abords
Inspection visuelle de la clôture, des barrières
Contrôle du volume, tonnage des déchets
Contrôle du local déchets dangereux (aération, rétention, désenfumage, éclairage, rangement, présence de produits absorbants, présence et état des EPI, affichage...)
Vérification visuelle de la présence des moyens de secours (téléphone, extincteurs...), du bon état de la vanne d'isolement, du bon état des dispositifs de coupure du réseau électrique et d'eau potable
Vérification visuelle des quais et des barrières
Vérification visuelle que les affichages soient en place
Vérification visuelle du bon état du compacteur



Référence  
DAN0005

Version  
1

MAJ  
31/03/21

Rédacteur  
R. MIQUET  
(SOCOTEC)

Validation  
C. LEMOINE  
(SIAVED)





**Listings des inspections et vérifications périodiques à réaliser  
par des organismes externes**

Postes	Périodicité
Enlèvement des déchets	Dès que nécessaire
Compacteur	3 mois
Contrôle des appareils incendie	Chaque année
Contrôle électrique	Chaque année
Nettoyage du séparateur à hydrocarbures	Lorsque que le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an
Contrôle des rejets d'eau	Chaque année
Contrôle bruit	3 ans
Contrôle des barrières levantes	6 mois

Fait à Douchy-les-Mines, le 15 JUIN 2021

Le Président,



Charles LEMOINE

	Référence DAN005	Version 1	MAJ 31/03/21	Rédacteur R. MIQUET (SOCOTEC)	Validation C. LEMOINE (SIAVED)
--	---------------------	--------------	-----------------	-------------------------------------	--------------------------------------



**DECHETERIE de ANICHE**  
**CONSIGNE D'EXPLOITATION**  
**Apport de feu**

Page 1 / 1

**Référence réglementaire :** Article 24 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Objet :** Dans l'ensemble de l'enceinte de la déchèterie, il est :

**Interdit d'apporter du feu sous une forme  
quelconque, sauf délivrance préalable d'un  
permis de feu.**

**Interdit de fumer.**

**Interdit de procéder à tout brûlage à l'air libre**



Fait à Douchy-les-Mines, le 15 JUIN 2021  
  
Syndicat Inter-Arrondissement  
de Valorisation et  
d'Élimination des Déchets  
5, Route de Lourches  
59282 DOUCHY-LES-MINES  
Tél. : 03 27 43 78 99  
Mail : infos@siaved.fr

Le Président,  
  
Charles LEMOINE

	Référence DAN006	Version 1	MAJ 31/03/21	Rédacteur R. MIQUET (SOCOTEC)	Validation C. LEMOINE (SIAVED)
--	---------------------	--------------	-----------------	-------------------------------------	--------------------------------------



**DECHETERIE de ANICHE**  
**CONSIGNE D'EXPLOITATION**  
**Numéros d'appel d'urgence**

Page 1 / 2

Référence réglementaire : Article 24 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Objet : numéros d'appel d'urgence

**En cas d'incident ou d'accident nécessitant l'intervention de secours :**  
**Appeler les secours puis la direction du SIAVED**

Interlocuteurs secours	Numéros
Pompiers	18
Samu	15
Police	17
Numéro d'appel d'urgence européen unique	112
Centre anti poison	0800 59 59 59

**MESSAGE D'ALERTE TYPE**

<b>ICI</b>	Déchèterie de ANICHE
<b>Adresse</b>	Rue Jean Jaurès prolongée 59580 ANICHE
<b>Raison de l'appel</b>	Incendie, accident, déversement de produits au sol...
<b>Nombre de blessés et état des blessés</b>	Nombre de blessés, conscience ou non, vomissement, saignement...
<b>Accueil des secours</b>	Entrée de la déchèterie
<b>Numéro de téléphone</b>	Donner son numéro de portable



Référence  
DAN0007

Version  
1

MAJ  
31/03/21

Rédacteur  
R. MIQUET  
(SOCOTEC)

Validation  
C. LEMOINE  
(SIAVED)



**NE PAS RACCROCHER LE  
TELEPHONE AVANT ACCORD DES  
SECOURS**  
**Des informations supplémentaires  
peuvent vous être demandées**

Interlocuteurs SIAVED	Numéros
Standard SIAVED	03 27 43 44 45
Astreintes DECHETERIES	06 65 63 81 48
David Zawieja, responsable service Déchèteries	06 84 67 15 04
Vincent Dufour, coordonnateur Déchèteries	06 66 12 89 95

La DREAL est obligatoirement à contacter par la direction du SIAVED en cas d'accident majeur sur le site

Interlocuteurs	Numéros
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) - Hauts-de-France - Unité départementale Nord (Hainaut)	03 27 21 05 15

Fait à Douchy-les-Mines, le 15 JUIN 2021



Le Président,  
Charles LEMOINE



Référence  
DAN0007

Version  
1

MAJ  
31/03/21

Rédacteur  
R. MIQUET  
(SOCOTEC)

Validation  
C. LEMOINE  
(SIAVED)





**DECHETERIE de ANICHE**  
**CONSIGNE D'EXPLOITATION**  
**Permis intervention / Permis feu**

Page 1 / 1

**Référence réglementaire :** Article 24 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Objet :**

- Pour tous travaux dans la déchèterie par le personnel du SIAVED, une autorisation de travail émise par la direction du SIAVED est obligatoire avant le commencement des travaux.
- Pour tous travaux / interventions dans la déchèterie par une entreprise extérieure, un permis d'intervention ou un plan de prévention est à établir obligatoirement avec la direction du SIAVED avant le commencement des travaux / de l'intervention.
- Pour tous travaux par point chaud (meulage, soudage, oxycoupage, ébarbage, découpage...) par du personnel SIAVED ou une entreprise extérieure dans la déchèterie, la délivrance d'un permis feu par la direction du SIAVED est obligatoire avant le commencement des travaux.

Fait à Douchy-les-Mines, le 15 JUIN 2021

Le Président,

Charles LEMOINE



Référence  
DAN0008

Version  
1

MAJ:  
31/03/21

Rédacteur  
R. MIQUET  
(SOCOTEC)

Validation  
C. LEMOINE  
(SIAVED)



**DECHETERIE de ANICHE**  
**CONSIGNE D'EXPLOITATION**  
**Local réemploi**

Page 1 / 1

**Référence réglementaire :** Article 28 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Objet :**

- Le local réemploi est destiné au stockage d'objets déposés par les particuliers et voués au réemploi. Tout autre stockage ou utilisation du local est interdit.
- Aucune autre zone de la déchèterie (autre que le local réemploi) n'est destinée à stocker des objets voués au réemploi.
- L'acceptation des objets est placée sous la surveillance et la validation des agents de la déchèterie.
- En cas de refus d'un objet, le particulier peut repartir avec celui-ci ou le déposer dans la déchèterie, dans la zone déchets dédiée.
- La récupération d'un produit ou objet DMS par un usager ou un personnel est strictement interdite.
- De manière générale, le dépôt de tout objet dangereux ou prohibé est interdit.
- La durée de stockage d'un objet est fixée à **une semaine** (une étiquette précisant la date de dépôt sera apposée sur l'objet). Passé ce délai, l'objet prend le statut de déchet et doit être traité comme tel. Le personnel de la déchèterie procédera alors au dépôt de l'objet dans la zone déchets dédiée de la déchèterie.

Fait à Douchy-les-Mines, le 15 JUIN 2021

Le Président,

Charles LEMOINE



Référence  
DAN0009

Version  
1

MAJ  
31/03/21

Rédacteur  
R. MIQUET  
(SOCOTEC)

Validation  
C. LEMOINE  
(SIAVED)



**DECHETERIE de ANICHE**  
**CONSIGNE D'EXPLOITATION**  
**Volume des rétentions-Incompatibilité**

Page 1 / 2

**Référence réglementaire :** Article 29 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Objet :** L'ensemble des produits présents en déchèterie et susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention.

- Le SIAVED a fixé un volume de rétention égale au volume de déchets stockés dans celle-ci. Dans un contenant formant rétention il est donc interdit de stocker un volume de déchets plus important que le volume du contenant (rétention 100%).
- Chaque type de déchet est à stocker dans un contenant spécifique défini notamment dans le plan d'organisation du local déchets dangereux. Les contenants mis à disposition par le SIAVED sont résistants aux produits qu'ils pourraient contenir.
- Le stockage de déchets incompatibles dans un même contenant est interdit.
- Le stockage de déchets dans des contenants autres que ceux mis à disposition par le SIAVED est interdit.
- Dans le local déchets dangereux, il est interdit de superposer des conteneurs de stockage de déchets dangereux (ceux-ci peuvent toutefois être positionnés sur différents niveaux d'étagères ou de rayonnages).



Les 9 pictogrammes de danger



Référence  
DAN0010

Version  
1

MAJ  
31/03/21

Rédacteur  
R. MIQUET  
(SOCOTEC)

Validation  
C. LEMOINE  
(SIAVED)



**DECHETERIE de ANICHE**  
**CONSIGNE D'EXPLOITATION**  
**Communication par voie acoustique**

Page 1 / 1

**Référence réglementaire :** Article 41 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Objet :** Dans l'ensemble de l'enceinte de la déchèterie :

**L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.**



Fait à Douchy-les-Mines, le  
15 JUIN 2021

Le Président,



Charles LEMOINE



Référence  
DAN0011

Version  
1

MAJ  
31/03/21

Rédacteur  
R. MIQUET  
(SOCOTEC)

Validation  
C. LEMOINE  
(SIAVED)





**DECHETERIE de ANICHE**  
**CONSIGNE D'EXPLOITATION**  
**Organisation enlèvement déchets**

Page 1 / 1

**Référence réglementaire :** Article 43 et article 46 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

- Le SIAVED établit pour une durée déterminée des contrats (marchés) de prise en charge de chaque type de déchets avec des sociétés spécialisées dans le domaine.
- Préalablement à l'attribution du marché, le SIAVED demande à chaque société souhaitant répondre au marché de démontrer que celle-ci possède les capacités techniques et financières afin de tenir les engagements du marché.
- Lors de l'attribution du marché, le SIAVED exige notamment de la société retenue, la remise de l'ensemble des documents démontrant que :
  - Les transporteurs et les véhicules utilisés possèdent les agréments nécessaires au transport de déchets
  - Les centres de traitement retenus disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.

Ces documents sont conservés par le SIAVED. A l'expiration des certificats remis, le SIAVED demande à chaque prestataire la fourniture des nouveaux certificats. A défaut, le marché est cassé.

- L'accès aux déchèteries du SIAVED n'est possible qu'après la rédaction de documents (plan d'intervention, protocole de chargement...) visant à garantir la sécurité des installations du SIAVED.
- L'accès aux déchèteries est interdit aux transporteurs en dehors des horaires d'ouverture de celles-ci.
- En déchèterie, les agents sont en charge du contrôle des accès aux installations et de la sécurité des lieux. En cas de manquement, les agents peuvent interdire l'accès à un véhicule ou stopper les opérations en cours. Ils en informent immédiatement la direction du SIAVED qui statue sur la situation.
- Les agents procèdent également au contrôle visuel des camions sortant et vérifient que les chargements soient aptes à être transportés sur route en sécurité (présence de bâches pour certains déchets, sanglage, niveau de déchets dans la benne...).
- Les agents consignent dans le registre déchets le départ de chaque véhicule.

Fait à Douchy-les-Mines, le

15 JUIN 2021



Le Président,

Charles LEMOINE

Référence  
DAN0012Version  
1MAJ  
31/03/21Rédacteur  
R. MIQUET  
(SOCOTEC)Validation  
C. LEMOINE  
(SIAVED)

**DECHETERIE de ANICHE**  
**FICHE REFLEXE**  
**Déversement de liquides**

Page 1 / 2

**Référence réglementaire :** Article 24 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Objet :** Procédure à appliquer en cas de déversement de liquides au sol en faible quantité (petits contenants...) et sans risques majeurs pour les agents de la déchèterie

	ACTIONS A MENER
Procédure à appliquer en cas de déversement de liquides au sol <u>en faible quantité</u> (petits contenants...) et sans risques majeurs pour les agents de la déchèterie	Baliser la zone afin d'éviter un sur-accident et interdire l'accès à cette zone
	Mettre les équipements de protection adaptés en fonction des produits au sol
	Essayer de colmater la fuite, récupérer le contenant avec le produit. Utiliser le produit absorbant présent dans le local maintenance pour contenir l'écoulement et l'absorber
	Placer le récipient, les souillures dans un sacchet fermé hermétiquement, l'identifier et le placer dans le local déchets dangereux pour prise en charge par le service de collecte des déchets dangereux
	Réautoriser l'ouverture de la zone si tout danger est écarté

**Objet :** Procédure à appliquer en cas de déversement de liquides au sol en grosse quantité (rupture cuve d'huiles usagées, accidents de plusieurs contenants lors des opérations de chargement de déchets dangereux...) avec risques majeurs.

	ACTIONS A MENER
Procédure à appliquer en cas de déversement de liquides au sol <u>en grosse quantité</u> (rupture cuve d'huiles usagées, accidents de plusieurs contenants lors des opérations de chargement de déchets dangereux) avec risques majeurs.	Baliser la zone afin d'éviter un sur-accident et interdire l'accès à cette zone
	Au besoin, faire évacuer la déchèterie
	Procéder à l'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales
	Couper le cas échéant les autres réseaux (eau potable, électricité)
	Prévenir les secours
	Prévenir la direction du SIAVED qui se chargera d'appeler une société spécialisée pour procéder au nettoyage du site
	Attendre les secours et la direction du SIAVED

Référence  
DAN0013Version  
1MAJ  
31/03/21Rédacteur  
R. MIQUET  
(SOCOTEC)Validation  
C. LEMOINE  
(SIAVED)





**DECHETERIE de ANICHE**  
**FICHE REFLEXE**  
**Départ de feu / Incendie**

Page 1 / 1

**Référence réglementaire :** Article 24 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Objet :** Procédure à appliquer en cas de départ de feu

ACTIONS A MENER : DEPART DE FEU
Tenter d'éteindre l'incendie en utilisant les extincteurs du site
Si l'incendie a pu être maîtrisé, interdire l'accès à la zone et prévenir la hiérarchie
ACTIONS A MENER : INCENDIE IMPORTANT OU SI RISQUE IMPORTANT
Si le feu est trop important ou si le risque est trop important (incendie dans le local déchets dangereux) : faire évacuer la déchèterie
Procéder à l'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales
Couper le cas échéant les autres réseaux (eau potable, électricité)
Prévenir les secours
Prévenir la direction du SIAVED
Attendre les secours et la direction du SIAVED

Fait à Douchy-les-Mines, le 15 JUIN 2021



Le Président,

Charles LEMOINE

**DECHETERIE de ANICHE**  
**FICHE REFLEXE**  
**Coupure eau potable**

Page 1 / 1

**Référence réglementaire :** Article 24 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Objet :** En cas d'accident majeur susceptible d'engendrer un sur-accident, le personnel de la déchèterie est en charge de la mise en sécurité du site et de la coupure de l'alimentation en eau potable du site.

**Procédure :** Tourner la vanne ¼ de tour en position « fermé »

- Localisation du dispositif de coupure : En limite de propriété, à l'entrée du site.

Voir plan au verso.

- Photographie du dispositif de coupure



Fait à Douchy-les-Mines,  
Le 15 JUIN 2021

Le Président,

Charles LEMOINE



**Remise en service :** la remise en service de l'eau potable par le personnel de la déchèterie n'est possible que si la situation ne présente plus aucun risque et que le réseau n'a pas été endommagé. Seule la direction du SIAVED peut alors ordonner la remise en service après avoir effectuée les vérifications nécessaires.



Référence  
DAN0014

Version  
1

MAJ  
31/03/21

Rédacteur  
R. MIQUET  
(SOCOTEC)

Validation  
C. LEMOINE  
(SIAVED)



Référence  
DAN0015

Version  
1

MAJ  
31/03/21

Rédacteur  
R. MIQUET  
(SOCOTEC)

Validation  
C. LEMOINE  
(SIAVED)



<p><b>DECHETERIE de ANICHE</b></p> <p><b>FICHE REFLEXE</b></p> <p><b>Isolement réseau d'assainissement des eaux pluviales</b></p>	<p>Page 1 / 3</p>
---	-------------------

**Référence réglementaire :** Article 24 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Objet :** En cas d'accident majeur susceptible d'engendrer un sur-accident ou la migration d'une pollution en dehors du site par le réseau d'assainissement, le personnel de la déchèterie est en charge de la mise en sécurité du site et de l'isolement du réseau d'eaux pluviales.

L'actionnement du dispositif d'isolement permet l'envoi des effluents vers la capacité de confinement.

**Procédure :**

- Prendre la clef fixée sur le mur de façade SUD du local DMS.
- Se rendre au point d'isolement où se trouve la vanne de barrage.
- Actionner le dispositif avec la clef afin d'isoler le réseau.
- Vérifier que les effluents sont envoyés vers le dispositif de confinement.
- Localisation du dispositif de coupure et de l'emplacement de la clef : Voir le plan page 3.  
La clef est fixée sur la façade SUD du local DMS.  
La vanne de barrage se situe le long de la clôture.
- Photographie de la clef permettant l'actionnement du dispositif

	<p>Fait à Douchy-les-Mines, le 15 JUIN 2021</p> <p>Le Président,</p> <p></p> <p>Charles LEMOINE</p> <p>  <b>SIAVED</b>              Syndicat Inter-Arrondissement              de Valorisation et              d'Élimination des Déchets              5, Route de Lourches              59282 DOUCHY-LES-MINES              Tél. : 03 27 43 78 99              Mail : <a href="mailto:infos@siaved.fr">infos@siaved.fr</a> </p>
---	--

 <b>SIAVED</b> Producteur de Ressources	<p>Référence DAN00016</p>	<p>Version 1</p>	<p>MAJ 31/03/21</p>	<p>Rédacteur R. MIQUET (SOCOTEC)</p>	<p>Validation C. LEMOINE (SIAVED)</p>
---	-------------------------------	----------------------	-------------------------	--	---

<p><b>DECHETERIE de ANICHE</b></p> <p><b>FICHE REFLEXE</b></p> <p><b>Isolement réseau d'assainissement des eaux pluviales</b></p>	<p>Page 2 / 3</p>
---	-------------------

➤ Photographie du dispositif d'isolement à actionner



**Remise en service :** la levée de l'isolement du réseau par le personnel de la déchèterie n'est possible que si la situation ne présente plus aucun risque et que le réseau n'a pas été endommagé ou souillé par une éventuelle pollution.

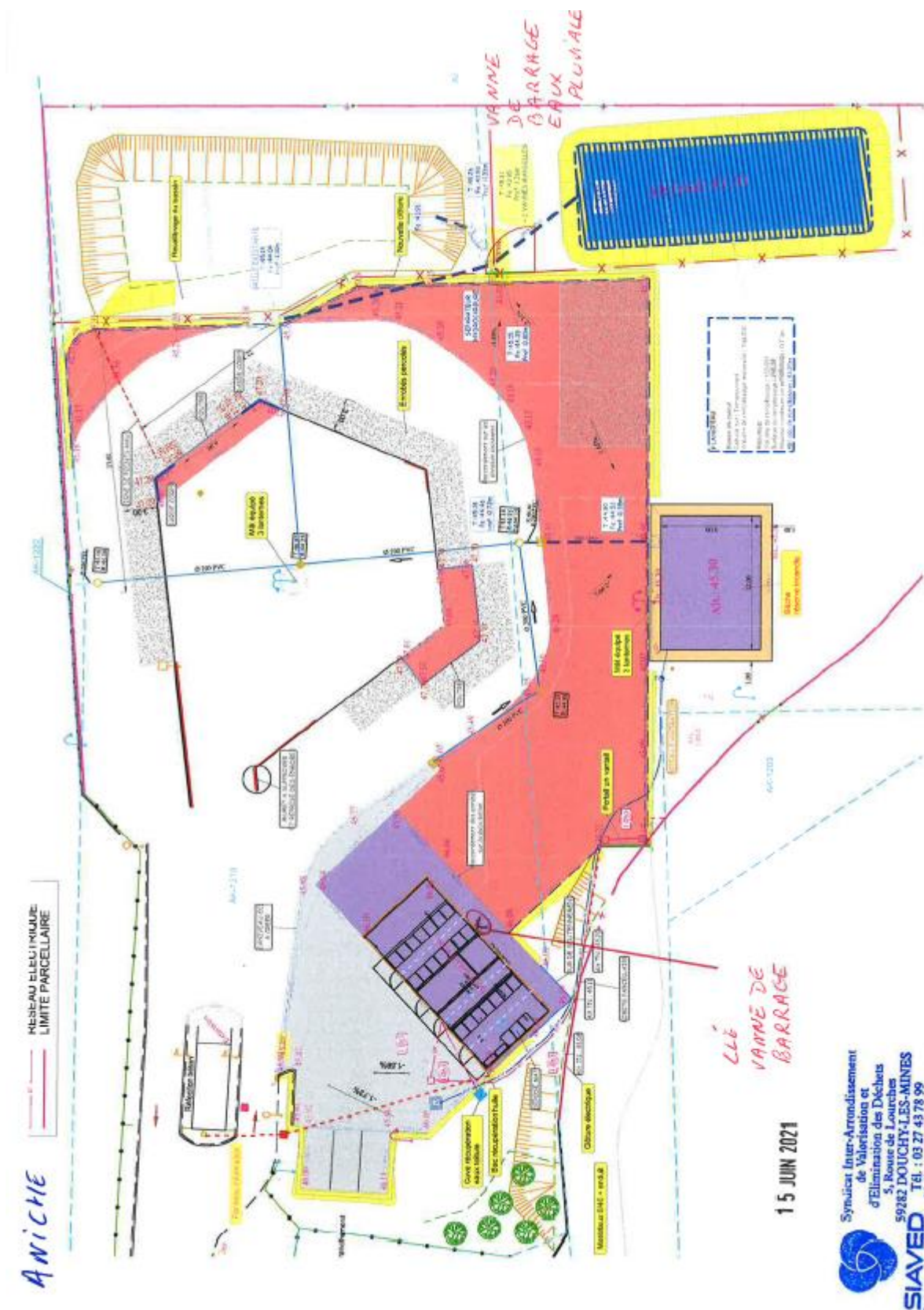
**En cas de pollution du réseau et / ou du bassin de confinement :**

La direction du SIAVED a alors la charge de contacter une société de nettoyage spécialisée qui procédera au nettoyage complet du réseau et du bassin de confinement et enverra les déchets en centre dûment autorisé.

Seule la direction du SIAVED peut alors ordonner la remise en service après avoir effectué les vérifications nécessaires.

 <b>SIAVED</b> Producteur de Ressources	<p>Référence DAN00016</p>	<p>Version 1</p>	<p>MAJ 31/03/21</p>	<p>Rédacteur R. MIQUET (SOCOTEC)</p>	<p>Validation C. LEMOINE (SIAVED)</p>
---	-------------------------------	----------------------	-------------------------	--	---





## Déchèterie de ANICHE FICHE REFLEXE Coupeure électricité

Page 1/3

**Référence réglementaire :** Article 24 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Objet :** En cas d'accident majeur susceptible d'engendrer un suraccident, le personnel de la déchetterie est en charge de la mise en sécurité du site et de la coupure de l'alimentation électrique du site.

**Procédure :** Dans le local d'accueil de la déchetterie, ouvrir l'armoire du compteur électrique et abaisser le dispositif.

- Localisation du dispositif de coupure : Dans le local d'accueil de la déchetterie.

CF PLAN AU VERSO

- Photographie du dispositif de coupure



Référence  
DAN0017

Version  
1

MAJ  
31/03/21

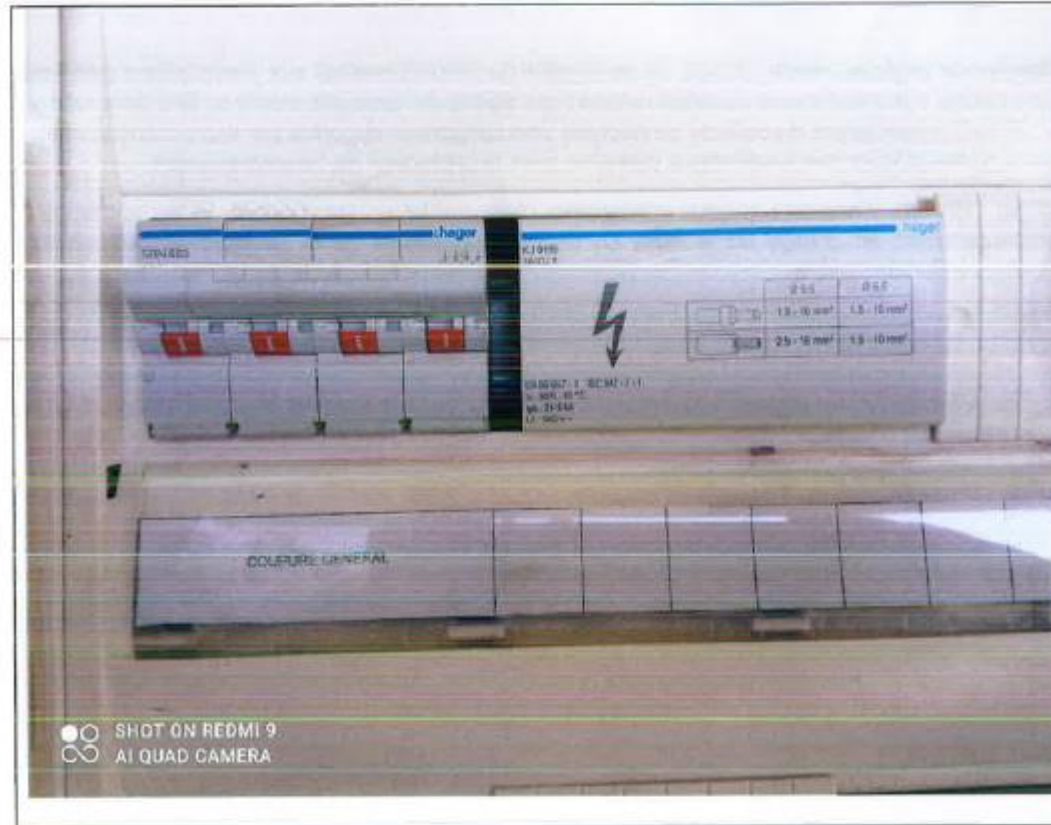
Rédacteur  
R. MIQUET  
(SOCOTEC)

Validation  
C. LEMOINE  
(SIAVED)



**Déchèterie de ANICHE**  
**FICHE REFLEXE**  
**Coupure électricité**

Page 2/3



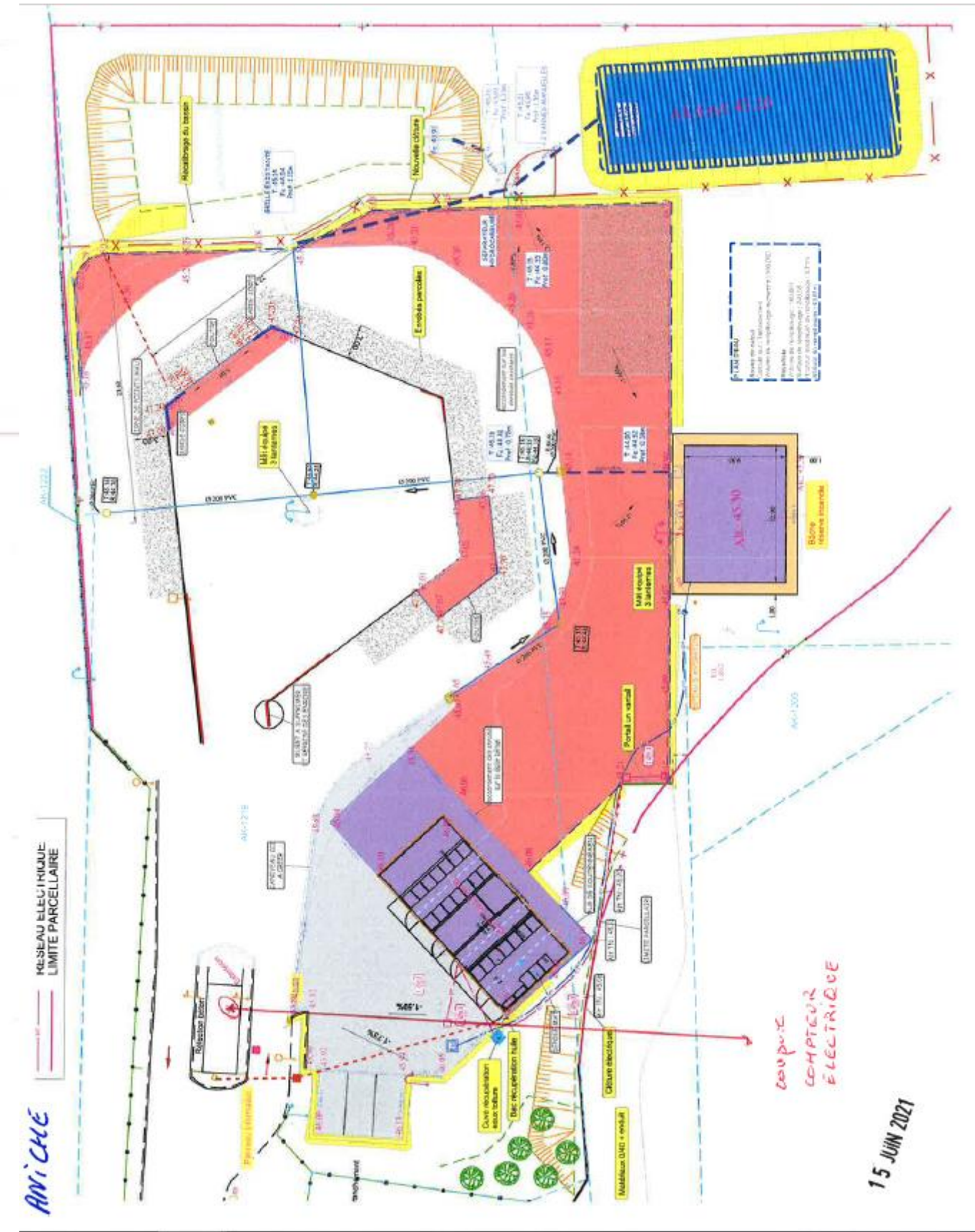
**Remise en service :** le réarmement du réseau électrique par le personnel de la déchèterie n'est possible que si la situation ne présente plus aucun risque et que l'installation électrique n'a pas été endommagée.

Fait à Douchy-les-Mines, le **15 JUIN 2021**

**SIAVED**  
Syndicat Inter-Arrondissement  
de Valorisation et  
d'Élimination des Déchets  
5, Route de Louches  
59282 DOUCHY-LES-MINES  
Tél : 03 27 43 78 99  
Mail : info@siaved.fr

Le Président,  
**Charles LEMOINE**

<b>SIAVED</b> Producteur de Ressources	Référence DAN0017	Version 1	MAJ 31/03/21	Rédacteur R. MIQUET (SOCOTEC)	Validation C. LEMOINE (SIAVED)
---	----------------------	--------------	-----------------	-------------------------------------	--------------------------------------







<b>DECHETERIE de ANICHE</b> <b>REGISTRE INCIDENTS / ACCIDENTS</b> <b>(ENVIRONNEMENTAUX)</b>	Page 1 / 1
---	------------

**Référence réglementaire :** Article 3 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Objet :**

- Tout accident / incident pouvant avoir des conséquences environnementales ou ayant eu des conséquences environnementales doit être inscrit dans ce registre.
- Tout accident / incident doit immédiatement être porté à la connaissance de la direction du SIAVED qui statuera sur les éventuelles dispositions complémentaires à prendre en complément de celles réalisées en déchèterie par les agents.

Date	Accidents / incidents	Actions SIAVED en déchèterie	Conséquences environnementales

NEANT

Fait à Douchy-les-Mines, le 30 JUIN 2021  
 Syndicat Inter-Arrondissement  
 de Valorisation et  
 d'Élimination des Déchets  
 5, Route de Louarches  
 59282 DOUCHY-LES-MINES  
 Tél. : 03 27 43 78 99  
 Mail : [infos@siaved.fr](mailto:infos@siaved.fr)

Le Président,  
 Charles LEMOINE

	Référence DAN0018	Version 1	MAJ 31/03/21	Rédacteur R. MIQUET (SOCOTEC)	Validation C. LEMOINE (SIAVED)
--	----------------------	--------------	-----------------	-------------------------------------	--------------------------------------



**9. PROCES VERBAL D'INTERVENTION SUR PARC EXTINCTEURS DE JUILLET 2020****PROCES VERBAL D'INTERVENTION SUR PARC EXTINCTEUR****INFORMATIONS EUROFEU**

Société.: EUROFEU SERVICES Tâche.: 102757906-1 N°Appel.: 102757906

Bon de commande client....:

N°Parc.: 10295989 N°Contrat : 10083823 Type contrat.: Classique

Employé : bdbk Unité de vente....: Arras Technicien ...: BANASZYK BERTRAND

**INFORMATIONS INTERVENTION DU 07/07/2020**

Nom client...: C438759 - SIAVED

Contact du site.: Jean-Noël POTTIEZ

Adresse intervention : SIAVED  
RUE JEAN JAURES PROLONGEE  
59580 ANICHE  
FRANCE

Adresse Pv.: 5 RUE DE LOURCHES  
59282 DOUCHY LES MINES  
FRANCE

Signature registre.: Oui

Problème accessibilité.: Non

Commentaire...:

Plan de prévention spécifique...: Non Modifications établissement....: Non

Nom client ...: C438759 - SIAVED										Technicien ...: BANASZYK BERTRAND										Intervention ...: 07/07/2020				
N°	Info	marque	gamme	année	Co	PP	J	C	R	CG	P	L	T/D	TE	ET	SC	PA	AD	FO	AS	G	Visuel	Fonctionnel	Comm
1	2KG_CO2 / Empla : Local pause Bât.: SIAVED Niv : 0	EU	DXC2	2018	02	X	X								X	X						-Bon état	-Bon fonctionnement	
2	5KG_CO2 / Empla : bureau Bât.: Niv : 0	SI	AUTRES	2009	13	X																		
3	6L_PA_EPA / Empla : Bureau Bât.: SIAVED Niv : 0	EU	EUROTECH	2017	03		3	X		40g					X	X	X					-Bon état	-Bon fonctionnement	
4	9KG_PA_ABC / Empla : QUAI BENNES Bât.: Niv : 0	EU	EUROTECH	2017	13																			
5	2KG_CO2 /5 Empla : Serveur Bât.: SIAVED Niv : 0	EU	DXC2	2020	00	X																-Bon état	-Bon fonctionnement	/ 2020
6	9KG_PA_ABC /6 Empla : Local dechets Bât.: SIAVED Niv : 0	EU	EUROTECH	2020	00																	-Bon état	-Bon fonctionnement	/ 2020
7	2KG_CO2 /7 Empla : Tableau électrique Bât.: Local tech Niv : 0	EU	DXC2	2020	00	X																-Bon état	-Bon fonctionnement	/ 2020
8	9KG_PA_ABC /8 Empla : Coffret solvants Bât.: SIAVED Niv : 0	EU	EUROTECH	2020	00																	-Bon état	-Bon fonctionnement	/ 2020
9	9KG_PA_ABC /9 Empla : Plateformes bennes Bât.: SIAVED Niv : 0	EU	EUROTECH	2020	00																	-Bon état	-Bon fonctionnement	/ 2020
Total articles consommés							4	1	0	1	0	0	0	0	2	2	1	0	0	0	0			

Légende:

PP:Pression Permanente;J:Joint;C:Charge;R:Recharge;CG:CartoucheGaz;P:Percuteur;L:Lance;T/D:Tromblon-Diffuseur;TE:Tête;ET:Etiquette;SC:Scelle  
PA:Pastille;AD:Additif;FO:Fongicide;AS:Aseptisant;G:Goupille;CF:CodeFonctionnel;CV:CodeVisuel;CL:CommentaireLigne;

Page: 2 2

PV vérification des extincteurs

# 10. DEVIS ET ENGAGEMENT SIAVED : PLANS EVACUATION ET EQUIPEMENTS DE LUTTE INCENDIE



EUROFEU SERVICES  
PARC DE LA CHÉNAIE  
CHENE ROUGE N° 1664  
RUE PABLO PICASSO - 62320 ROUVROY  
Tél: 03.61.37.80.27 - Fax: 03.61.37.80.28

**Livraison à réaliser :**  
SIAVED  
RUE JEAN JAURES PROLONGEE  
59580 ANICHE

SIAVED  
2 BIS ROUTE DE LOURCHES  
59282 DOUCHY LES MINES  
FRANCE

A l'attention de Monsieur Jean-Noël POTTIEZ

Site soumis à : CT, ERP

Devis N° CR10630005-1 du 02/06/2021

Client N° C438759

Votre interlocuteur Jean marc Breszynski

Objet Installation de plans  
Validité de l'offre 31/08/2021  
Mise à disposition 02/08/2021

Article	Désignation	Quantité	PU HT	Montant HT
A013996	Plan dibond blanc 3mm avec entretoise ou cale A3	1,00	153,00	153,00
A023587	Plan Evac plastifié lamine M1 clic clac alu A3	2,00	83,87	167,74
A014273	Pose Plan	3,00	3,12	9,36
A008175	Vacation	1,00	12,50	12,50

Total HT EUR 342,60

Total TVA 20% 68,52

Total TVA 20% E-At 4,37

Total TTC EUR 411,12

Paiement

Mode : VIREMENT  
Condition :45 jours

Date/Visa client

Date/Visa

Eurofeu Services - 12 rue Albert Remy - 28250 SENONCHES - France  
Tél : 0820 90 18 18 - Fax : 02 37 37 91 96  
SAS au capital de 4 000 000 € - R.C.S. Chartres - n° SIRET 353 271 067 00087 - APE 4669 B - FR 40 353 271 067



Page 1 / 1



SIAVED  
5 Route de Louches  
59282 DOUCHY LES MINES  
Tél : 03 27 43 78 99  
Mail : [finances@siaved.fr](mailto:finances@siaved.fr)  
TVA Intracommunautaire : FR 57 255 900 953

BON DE COMMANDE  
n° TR210166  
Marché : C20082  
Lot : 0  
Emis le 03-06-2021

Nos Références

BUDGET PRINCIPAL (05500)

Ligne	Désignation	Quantité	Taux Remise	Prix unitaire HT	Taux TVA	Montant total HT
1	FOURNITURE ET POSE PLANS EVACUATION ET EQUIPEMENTS LUTTE INCENDIE	1.00		342.60	20.00	342.60
2	SECON DEVIS CR106127091 DU 21/03/2021	1.00		20.00		

DEMANDEUR  
GESTION TECHNIQUE BATIMENTS & TRAVAUX  
BROUTIN VALERIE  
Tél : 0970198092  
eMail : [valerie.bROUTIN@siaved.fr](mailto:valerie.bROUTIN@siaved.fr)

EUROFEU SERVICES (2135)  
12 RUE ALBERT REMY  
28250 SENONCHES

OBJET : DECHETERIE ANICHE - FOURNITURE ET POSE PLAN EVACUATION ET EQUIPEMENTS INCENDIE

Syndicat Inter-Arrondissement de Valorisation et d'Élimination des Déchets  
SIAVED  
5, Route de Louches  
59282 DOUCHY LES MINES  
Tél : 03 27 43 78 99  
Mail : [info@siaved.fr](mailto:info@siaved.fr)  
Charles LEMOINE

Totaux  
HT € 342.60  
TVA € 68.52  
TTC € 411.12

Cette commande n'est valable et exécutoire que revêtue de la signature de l'Ordonnateur ou de son délégué.  
La facture doit **OBLIGATOIREMENT** être envoyée sur le Portail Chorus Pro (<https://commune.chorus-pro.gouv.fr>)  
Rappeler le n° du bon de commande TR210166 et préciser le SIRET 2559009330019 du budget BUDGET PRINCIPAL (05500).  
Toute facture non transmise par cette forme dématérialisée sur le Portail Chorus Pro ne pourra être prise en charge et sera renvoyée.

Devis et engagement



**CERTIFICAT ADMINISTRATIF**

Je, soussigné, Charles LEMOINE, Président du SIAVED,

**CERTIFIE**

Qu'une commande est en cours concernant les plans de situation et d'évacuation sécurité incendie des déchèteries de ERRE et ANICHE.

Je m'engage à ce que ces plans soient posés sur les sites au plus tard le 15 septembre 2021.

En foi de quoi, je délivre le présent certificat administratif pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Douchy les Mines, le 15 JUN 2021

Le Président 15 JUN 2021



Charles LEMOINE

## 11. DEVIS DETECTION INCENDIE ET ENGAGEMENT SIAVED



**ELECTRICITE BATIMENT & INDUSTRIE  
MAINTENANCE / ECLAIRAGE PUBLIC**  
3 AV JEAN MONNET  
Parc d'Activités Jean Monnet OUEST  
59111 LIEU SAINT-AMAND  
Tél : 03.27.35.88.21 - Fax : 03.27.25.39.67  
e-mail : legault@lefevre-elec.fr

### SIAVED

5 route de Lourches  
59282 DOUCHY LES MINES  
France

N/réf : DE21194C

Lieu Saint Amand, le 14/06/2021

Affaire suivie par : LEGAULT Jean-Paul

A l'attention de : M. POTIEZ Jean Noel

Offre rédigée par : LEGAULT Jean-Paul

Messieurs,

En réponse à votre demande de prix, dont nous vous remercions vivement, nous avons le plaisir de vous proposer, ci-après, nos meilleures conditions de prix et délais pour :

### ALARME INCENDIE DECHETERIE

fourniture et l'installation du système de détection incendie comme convenu sur les sites de

- Aniche
- Erre
- Mortagne du nord
- Denain
- Hérin
- Le Catieau Cambrésis
- Caudry
- Walincourt Selvigniy

L'installation comprendra 9 détecteurs par site avec pour modèle d'implantation le site d'Aniche (ci-joint).

Ce chantier fera l'objet d'un bon de commande comprenant 8 lots (1 par déchèterie).

Puis la fourniture de 3 unités supplémentaires

N°	Désignation	Qté.	P.V.U.	P.V.T.
<b>1</b>	<b>DETECTEURS AUTONOMES RELIÉS</b>	<b>8</b>		
1.1	ensemble composé de détecteurs de fumées autonomes reliés alimentés par secteur y compris pile 9V baliment DMS et local gardien			
1.2	fourniture, pose et raccordement d'un détecteur autonome de fumées type NUG 35110 interconnecté par bâtiment	9	98,58	887,22
1.3	alimentation depuis TD	9	32,01	288,09
1.4	interconnection des détecteurs par bâtiment	7	44,08	308,56
	Total :			<b>11870,96</b>
<b>2</b>	<b>PIECES DETACHEES</b>	<b>1</b>		
2.1	DETECT. FUMEE ALIM. 230V SECOURUE	3	82,50	247,50
	Total :			<b>247,50</b>

Montant non remisé HT :	12118,46 €
Montant remisable HT :	12118,46 €
Remise commerciale de 6 % :	- 727,11 €
Montant remisé HT :	11391,35 €
Montant TVA à 20,00 % :	2278,27 €
Montant TTC :	13669,62 €

En cas d'acceptation de votre part, merci de nous retourner un bon de commande signé

Délais de réalisation suivant accords

Validité de l'offre : 1 mois

### Devis et engagement alarme incendie





## CERTIFICAT ADMINISTRATIF

Je, soussigné, Charles LEMOINE, Président du SIAVED,

### CERTIFIE

Que la fourniture et la pose d'ensemble de détecteurs de fumées autonomes reliés alimentés par secteur – type NUG 35110 interconnectés par bâtiment – pour les locaux DMS et locaux gardiens des déchèteries de ERRE et ANICHE est en cours.

Je m'engage à ce que ces équipements soient opérationnels au plus tard le 15 septembre 2021.

En foi de quoi, je délivre le présent certificat administratif pour servir et faire valoir ce que de droit.



Fait à Douchy les Mines, le

15 JUIN 2021

Le Président

Charles LEMOINE



SIAVED  
5 Route de Lourches

59282 DOUCHY LES MINES

Tél : 03 27 43 78 99  
Mail : [finances@siaved.fr](mailto:finances@siaved.fr)  
TVA Intracommunautaire : FR 57 255 900 953

BON DE COMMANDE  
n° TR210172

Emis le 15-06-2021

Nos Références

BUDGET PRINCIPAL (05500)

Demandeur  
GESTION TECHNIQUE BATIMENTS & TRAVAUX

BROUTIN VALERIE  
Tél : 0970198092  
eMail : [valerie.broutin@siaved.fr](mailto:valerie.broutin@siaved.fr)

Livraison

LEFEVRE ELEC

(1549)

3 AVENUE JEAN MONNET  
PARC ACTIVITES JEAN MONNET OUEST

59111 LIEU ST AMAND

OBJET : 8 DECHETERIES - FOURNITURE ET POSE DE SYSTEMES DETECTION INCENDIE

Ligne	Désignation	Quantité	Taux Remise	Prix unitaire HT	Taux TVA	Montant total HT
1	DECHETERIE DE ANICHE - ENSEMBLE DETECTEURS INCENDIE AUTONOMES RELIES	1.00		1 423.92	20.00	1 423.92
2	DECHETERIE DE ERRE - ENSEMBLE DETECTEURS INCENDIE AUTONOMES RELIES	1.00		1 423.92	20.00	1 423.92
3	DECHETERIE DE MORTAGNE - ENSEMBLE DETECTEURS INCENDIE AUTONOMES RELIES	1.00		1 423.92	20.00	1 423.92
4	DECHETERIE DE DENAIN - ENSEMBLE DETECTEURS INCENDIE AUTONOMES RELIES	1.00		1 423.92	20.00	1 423.92
5	DECHETERIE DE HERIN - ENSEMBLE DETECTEURS INCENDIE AUTONOMES RELIES	1.00		1 423.92	20.00	1 423.92
6	DECHETERIE DE LE CATEAU - ENSEMBLE DETECTEURS INCENDIE AUTONOMES RELIES	1.00		1 423.93	20.00	1 423.93
7	DECHETERIE DE CAUDRY - ENSEMBLE DETECTEURS INCENDIE AUTONOMES RELIES	1.00		1 423.92	20.00	1 423.92
8	DECHETERIE DE WALINCOURT - ENSEMBLE DETECTEURS INCENDIE AUTONOMES RELIES	1.00		1 423.92	20.00	1 423.92
9	PIECES DETACHEES COMPRISES 3 DETECTEURS SUPPLEMENTAIRES					
10	SELON DEVIS DE21194C DU 14/06/2021					



Syndicat Inter-Arrondissement de Valorisation et d'Élimination des Déchets  
5, Route de Lourches  
59282 DOUCHY LES MINES  
Tél : 03 27 43 78 99  
Mail : [infos@siaved.fr](mailto:infos@siaved.fr)  
Charles LEMOINE

Totaux  
HT € 11 391.36  
TVA € 2 278.26  
TTC € 13 669.62

Cette commande n'est valable et exécutoire que revêtue de la signature de l'Ordonnateur ou de son délégataire.

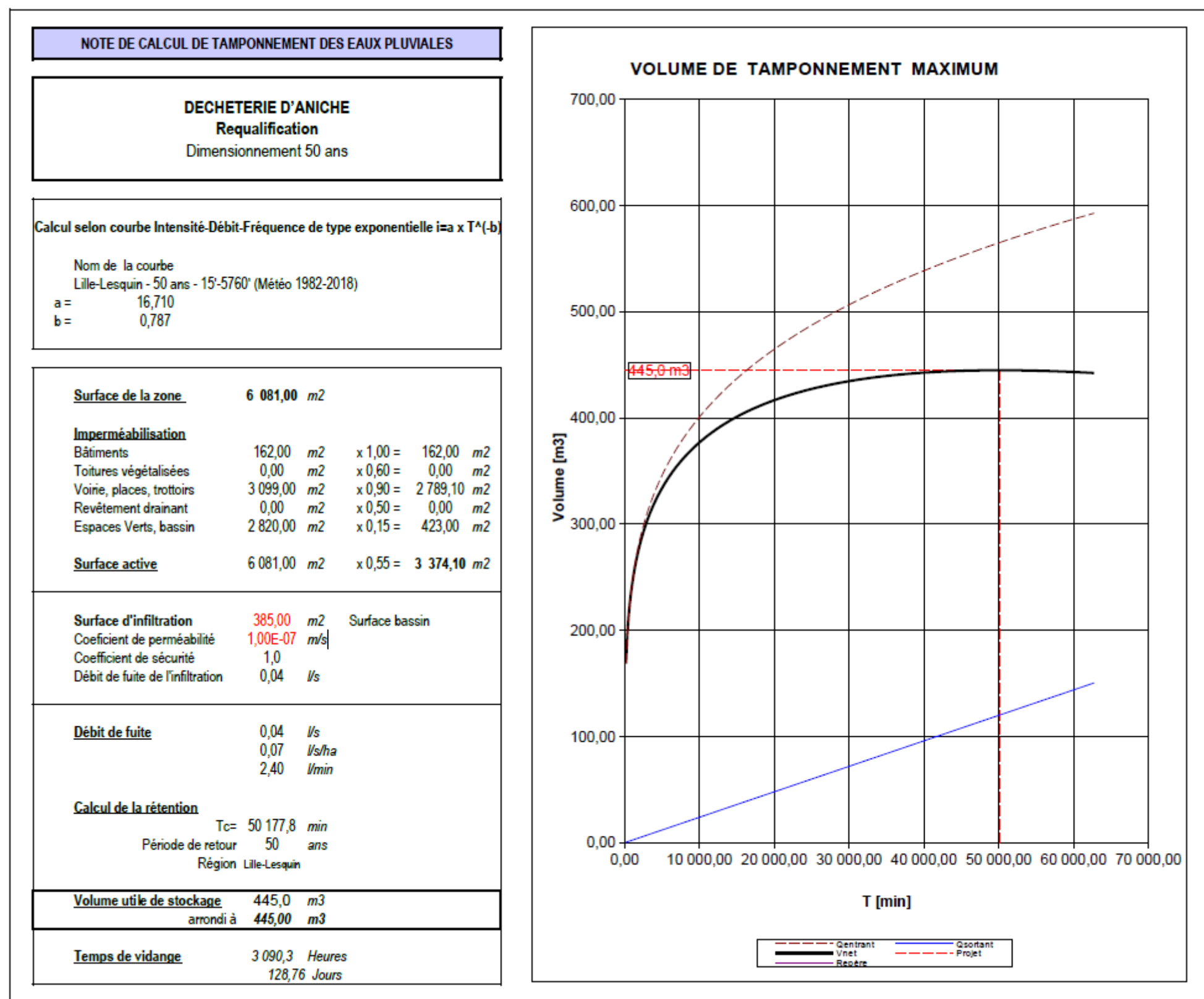
La facture doit **OBLIGATOIREMENT** être envoyée sur le Portail Chorus Pro (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>)  
Rappeler le n° du bon de commande TR210172 et préciser le SIRET 25590995300019 du budget BUDGET PRINCIPAL (05500).  
Toute facture non transmise par cette forme dématérialisée sur le Portail Chorus Pro ne pourra être prise en charge et sera renvoyée.

Délai Global de Paiement de 30 jours à réception de la facture. Taux des intérêts moratoires basé sur la réglementation en vigueur (Décret n° 2013-269 du 28/03/2013 et Code de la Commande Publique)

Bon de commande saisi par BROUTIN VALERIE visé par BROUTIN VALERIE le 15-06-2021, CROMBEZ BRUNO le 15-06-2021, CLUVILLIER AURORE le 15-06-2021

Devis et engagement alarme incendie

## 12. NOTE DE CALCUL DE TAMPONNEMENT DES EAUX PLUVIALES



Note de calcul de tamponnement des eaux pluviales